



FORUM 2007 de l'OCDE

Innovation, Croissance et Équité

Coup de projecteur



Table des matières

Intervenants au Forum 2007	2	Innovation et équité dans la région Asie-Pacifique	43
14 MAI 2007		Flexibilité et rapidité	
Session d'ouverture :	4	Innovation et accès aux services de santé	45
Innovation, croissance et équité		Des droits de brevet aux droits humains	
La recette miracle		Marchés ouverts et investissement	47
L'eau : ressource vitale à mieux gérer	23	Affaires à l'échelle mondiale	
Source de coopération		15 MAI 2007	
Marchés ouverts et réglementation de l'énergie	25	Innovation sur les marchés financiers	49
Bouquet prometteur ?		Choix capital	
Réussir la réforme	27	Innovation, équité et investissement dans la région MENA	51
Marquer le but		Perspectives prometteuses	
SESSIONS THÉMATIQUES :		Infrastructure d'ici 2030 : croissance, innovation et financement	53
Innovation, croissance et équité	30	Asseoir la mondialisation	
Pedro Solbes, Vice-Premier ministre et Ministre des Finances, Espagne		Préoccupations de la société face à la mondialisation	55
Innovation, propriété intellectuelle et investissement	33	Tous responsables	
Pour un futur novateur		Changement climatique : des paroles aux actes	57
Sécurité de l'énergie	37	Prendre le vent	
Flux d'idées		Éducation, équité et croissance	59
Innovation pour la croissance et la compétitivité	39	Les clés du savoir	
Le savoir primé		Système d'échanges multilatéral : les défis à venir	61
Mondialisation et équité	41	Doha et au-delà	
Droit au partage			

© OCDE 2007

Tél. : +33 (0) 1 45 24 82 00
Fax : +33 (0) 1 44 30 63 46
sales@oecd.org

Publié en français et en anglais par
L'Organisation de coopération
et de développement économiques

Les éditions de l'OCDE
2 rue André-Pascal
75775 Paris Cedex 16, France
www.oecd.org

DIRECTEUR DU FORUM DE L'OCDE
John West

RÉDACTEURS EN CHEF
Rory Clarke, Sue Kendall,
Ricardo Tejada

ASSISTANTS ÉDITORIAUX

Gwendoline Brucker, Christine Clément,
Gráinne Mooney, Roman Winicki

CONTRIBUTEURS

Olivia Malfione, Brian McGarry,
Riona Molloy, Michael Sykes,
Lyndon Thompson, Carolyn Whitten
et les étudiants d'HEC

MISE EN PAGE
Vif Argent

COORDINATRICE DE LA PRODUCTION

Christine Clément

ÉDITEUR PHOTO

Silvia Thompson

ASSISTANTS PHOTO

David Sterboul

PHOTOGRAPHES

Hervé Cortinat, Benjamin Renout

Andrew Wheeler

VERSION INTERNET

Maggie Simmons

LOGO ET CONCEPTION GRAPHIQUE

Éditions OCDE

IMPRESSION

Éditions OCDE

Les demandes de reproduction
ou de traduction totales ou partielles
des articles doivent être adressées à :
Directeur des publications OCDE,
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16, France.

Les articles reproduits ou traduits
doivent être accompagnés de la mention
« Reproduit (ou traduit) du magazine
Coup de projecteur sur le Forum 2007
de l'OCDE »,

avec la date de publication.

Deux exemplaires doivent être adressés
aux rédacteurs en chef.

Toute correspondance doit être adressée
au Directeur du Forum de l'OCDE.

La rédaction n'est pas
tenue de rendre des manuscrits
non sollicités.

- **Akira Amari**,
Ministre de l'Économie,
du Commerce et de l'Industrie,
Japon
- **Tine Aurvig-Huggenberger**,
Vice-présidente,
Confédération syndicale
danoise
- **John Bangs**, Secrétaire adjoint,
Éducation et égalité
des chances, Syndicat national
des enseignants, Royaume-Uni
- **Dominique Baudis**, Président,
Institut du monde arabe
- **Alan Beattie**, Rédacteur,
Commerce mondial,
Financial Times
- **Nani Beccalli-Falco**, PDG,
GE International, Belgique
- **Agnès Bénassy-Quéré**,
Directrice, CEPII, France
- **Martin Berlin**,
Président des opérations,
Tatweer, Émirats Arabes Unis
- **Pier Luigi Bersani**,
Ministre du Développement
économique, Italie
- **Asit K. Biswas**, Président,
Institut du tiers-monde
de la gestion de l'eau
- **Adrian Blundell-Wignall**,
Directeur adjoint, Affaires
financières et des entreprises,
OCDE
- **Peter Brabeck-Letmathe**,
PDG, Nestlé S.A.
- **Alan Bryden**,
Secrétaire général,
Organisation internationale
de normalisation
- **Luc Cortebbeck**, Président,
Confédération des syndicats
chrétiens de Belgique
- **Françoise Crouigneau**,
Rédactrice en chef
international, *Les Echos*, France
- **Aart Jan de Geus**,
Secrétaire général adjoint,
OCDE
- **Juan Pablo de Laiglesia**,
Secrétaire général,
Agence espagnole pour la
coopération internationale
- **Arthur de Montalembert**,
Vice-président, International et
Marketing, AREVA, France
- **Thierry Desmarest**,
Président, Total
- **John Dryden**,
Directeur adjoint,
Science, technologie
et industrie, OCDE
- **Martine Durand**,
Directrice adjointe,
Emploi, travail et affaires
sociales, OCDE
- **Soumitra Dutta**, Doyen des
relations extérieures, INSEAD,
France
- **David Eades**, Présentateur,
BBC World
- **Carolyn Ervin**, Directrice,
Affaires financières et
entreprises, OCDE
- **Gonzalo Fanjul Suárez**,
Directeur des recherches,
Intermon Oxfam, Espagne
- **Lionel Fontagné**, Conseiller
scientifique, CEPII, France
- **John Gapper**, Rédacteur en
chef adjoint, *Financial Times*
- **Rainer Geiger**, Responsable,
Programme d'investissement
MENA-OCDE, Directeur
adjoint, Affaires financières et
des entreprises, OCDE
- **Phil Goff**,
Ministre du Commerce,
Nouvelle-Zélande
- **Francisco González Rodríguez**,
PDG, BBVA, Espagne
- **Angel Gurría**,
Secrétaire général, OCDE
- **John P. Hearn**, Vice-président,
Université de Sydney, Australie
- **Frank Heemskerck**,
Ministre du Commerce
extérieur, Pays-Bas
- **Omar Hijazi**, PDG, Tejari,
Émirats Arabes Unis
- **Martin Hirsch**, Président,
Emmaüs France
- **Barbara Ischinger**, Directrice,
Éducation, OCDE
- **Frédéric Jenny**, Conseiller en
service extraordinaire,
Cour de cassation, France
- **Tore K. Jenssen**,
Vice-président, SHEQ,
Yara International ASA,
Norvège
- **Peter Kemp**, Directeur de
rédaction, Energy Intelligence

- **Humayun Akhtar Khan**, Ministre du Commerce, Pakistan
- **Irina Kibina**, Vice-présidente, Responsable Corporate et Relations Investisseurs, Evraz
- **Gyehyun Kwon**, Vice-président, Samsung Electronics Co., Ltd., Corée
- **Pascal Lamy**, Directeur général, Organisation mondiale du commerce
- **Pierre Lefebvre**, PDG, Agence des partenariats public-privé du Québec
- **Sheri Xiaoyi Liao**, Présidente, Village mondial de Pékin, Chine
- **Pierre Liautaud**, Vice-président, Europe occidentale, Microsoft EMEA
- **Donatella Linguiti**, Sous-Secrétaire d'État pour les Droits et l'Égalité des chances, Italie
- **Marc Litzler**, Directeur général délégué, Calyon, France
- **Lorents Lorentsen**, Directeur, Environnement, OCDE
- **Lord Macdonald of Tradeston**, Président, Investment Banking Group, Europe, Macquarie Bank
- **Ana Luiza Machado**, Sous-Directrice générale pour la gestion en matière d'éducation, UNESCO
- **Philippe Manière**, Directeur général, Institut Montaigne, France
- **Christoph Matznetter**, Secrétaire d'État, Ministère fédéral des Finances, Autriche
- **Hamish McRae**, Rédacteur adjoint, *The Independent*, Royaume-Uni
- **Francis Mer**, Président du Conseil de Surveillance, SAFRAN
- **John Monks**, Secrétaire général, Confédération européenne des syndicats
- **Tsuyoshi Nakai**, Directeur général, JETRO Paris, Coordination des affaires européennes
- **Michael Osborne**, Directeur, Unité consultative sur les questions pluridisciplinaires, OCDE
- **Michel Ogrizek**, Directeur général, Mgroup
- **Eli Opper**, Scientifique en chef, Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Travail, Israël
- **Stefan Oschmann**, Président, EMAC, Merck
- **Philippe Petit**, Vice-directeur général, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
- **Grégoire Postel-Vinay**, Chef de l'Observatoire des stratégies industrielles, Conseiller pour la prospective, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, France
- **Bernard Ramanantsoa**, Directeur général, HEC, France
- **Stanley Reed**, Chef du bureau de Londres, *BusinessWeek*, États-Unis
- **Gil Rémillard**, Président fondateur, Le Forum économique international des Amériques/Conférence de Montréal, Canada
- **François Roche**, Directeur, *Foreign Policy*, Édition Française
- **John Rother**, Directeur, Politique et stratégie, AARP
- **Guy Ryder**, Secrétaire général, Confédération syndicale internationale
- **Jordi Sevilla**, Ministre de l'Administration publique, Espagne
- **Daigee Shaw**, Président, Institut Chung-Hua pour la recherche économique, Taipei chinois
- **Yen-Shiang Shih**, Ministre adjoint, Ministère des Affaires économiques, Taipei chinois
- **Stephan Singer**, Expert sur le climat et l'énergie, WWF
- **Eduardo Sojo Garza-Aldape**, Ministre de l'Économie, Mexique
- **Pedro Solbes**, Vice-Premier ministre et Ministre des Finances, Espagne
- **John J. Sweeney**, Président, Fédération américaine du travail-Congrès des organisations industrielles
- **Oscar Tangelson**, Secrétaire, Politiques économiques, Ministère de l'Économie et de la Production, Argentine
- **Jacques Terray**, Vice-président, Transparence-International France
- **John Thornhill**, Rédacteur, Édition européenne, *Financial Times*, Royaume-Uni
- **Sten Tolgfors**, Ministre du Commerce, Suède
- **Tor Tolstrup**, Éditorialiste, *Morgenavisen Jyllands-Posten*, Danemark
- **Karien van Gennip**, Membre du Parlement, Pays-Bas
- **Hans Verolme**, Directeur, Programme changement climatique, WWF, Suisse
- **Jean-Marc Vittori**, Éditorialiste, *Les Echos*, France
- **Lord Watson of Richmond**, Président Europe, Burson-Marsteller
- **Thomas Wellauer**, Membre du Comité de direction, Directeur des Corporate Services, Novartis
- **Hans Werder**, Secrétaire général, Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, Suisse
- **Lena Westerlund**, Économiste internationale en chef, Confédération syndicale de Suède
- **Piotr G. Woźniak**, Ministre de l'Économie, Pologne
- **Wusheng Zhang**, Président et Professeur, Académie des sciences éducatives de Tianjin, Chine

Session d'ouverture : Innovation, croissance et équité

La recette miracle

- **MODÉRATEUR : DAVID EADES**,
PRÉSENTATEUR, BBC WORLD
- **ANGEL GURRIÁ**,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, OCDE
- **JORDI SEVILLA**,
MINISTRE DE L'ADMINISTRATION
PUBLIQUE, ESPAGNE

« **L**a mondialisation effraie ceux qui craignent qu'elle change à jamais leur mode de vie » affirme David Eades. Néanmoins, le changement est un objectif qui en vaut la peine s'il permet, à terme, d'amoindrir les disparités entre les économies. L'une des conséquences de la mondialisation est que « le sentiment d'inégalité est peut-être plus fort que jamais ». Les enjeux des discussions du Forum sur l'innovation, la croissance et l'équité sont donc considérables.

...

Jordi Sevilla a adressé au forum un discours liminaire dont voici une version abrégée.

Ce Forum de l'OCDE se concentre sur trois thèmes essentiels, particulièrement appropriés de nos jours et étroitement liés les uns aux autres : innovation, croissance et équité. Ceux-ci sont précisément des priorités de l'action des pouvoirs publics espagnols.

Nous pensons que l'innovation est la meilleure garantie du progrès pour notre pays et le moyen le plus efficace d'accroître nos niveaux de productivité. C'est pourquoi nous avons doublé l'investissement public dans ce domaine au cours des trois dernières années, pour atteindre 6,5 milliards EUR en 2007.

La croissance économique espagnole a ces dernières années enregistré un niveau extraordinaire et soutenu ; s'ajoutent à cela une inflation contrôlée, d'exceptionnels excédents des comptes publics ainsi qu'une diminution progressive du taux de chômage qui est inférieur à la moyenne européenne.



(De gauche à droite) : Angel Gurría et Jordi Sevilla

L'Espagne connaît également un *progrès social* significatif, l'équité et l'égalité des droits entre les citoyens constituant l'un des objectifs prioritaires du gouvernement socialiste.

L'innovation, la croissance et l'équité sont par conséquent au centre de nos préoccupations et sont abordées sous différents angles, prenant en compte la nécessité de disposer d'administrations publiques solides et efficaces, propres à offrir aux citoyens des services de qualité. Pour ce faire, nous avons mis en place un processus de réforme de notre administration publique, une autre priorité indiscutable du gouvernement espagnol.

Nous sommes conscients que, face aux enjeux de la mondialisation, les pays dotés d'une administration publique bien préparée et efficace sont les mieux placés pour tirer parti de ces défis et pour se développer.

D'autre part, la faiblesse du secteur public entretient l'instabilité sociale en rouvrant sans cesse le débat sur les règles du jeu. Cette faiblesse restreint aussi la capacité de mettre en oeuvre des politiques publiques et d'en tirer des résultats concrets, synonymes de bien-être pour les citoyens.

L'un des récents succès des défenseurs du secteur public a été de démontrer qu'une politique économique de croissance durable

et une politique budgétaire responsable ne sont pas incompatibles avec la justice sociale. Motivés par notre foi dans le secteur public, c'est avec conviction que nous travaillons à améliorer son efficacité et à augmenter sa capacité d'offrir des services conformes aux niveaux de qualité exigés par les citoyens.

Pour y parvenir, nous avons ces trois dernières années pris d'importantes mesures et concentré nos efforts sur la réforme du cadre institutionnel des prestations de services publics, d'une part par le biais de la Loi sur les agences. À travers cette réforme nous cherchons à introduire dans la gestion de nos administrations les concepts de flexibilité, de réalisation des objectifs et d'évaluation des résultats.

D'autre part, nous avons amorcé la réforme du modèle d'emploi public par le biais du Statut de base des fonctionnaires, qui privilégie l'efficacité, les compétences et le professionnalisme des employés.

Enfin, nous travaillons à la modernisation technologique de l'administration espagnole, que nous considérons comme l'un des instruments essentiels pour améliorer nos services et garantir l'équité dans nos régions.

Pour la première fois de l'histoire, la technologie offre à tous les citoyens la

possibilité d'accéder à l'information au même moment et de façon équitable. Il incombe aux autorités publiques de tirer parti de ces nouvelles opportunités.

En Espagne, le processus de décentralisation politique de l'État a fait place à une plus grande proximité démocratique des nouveaux pouvoirs locaux et régionaux, ce qui s'est aussi traduit par un rapprochement démocratique entre les administrations et les citoyens. Toutefois, tous les obstacles n'ayant pas encore été surmontés, l'utilisation des technologies de l'information et des communications peut nous aider à dépasser certains obstacles à la création d'une administration proche des citoyens, consciente des problèmes réels et ouverte au dialogue.

Ainsi que l'indiquent les conclusions du Conseil européen de Lisbonne de 2000, la promotion des nouvelles technologies par les autorités publiques constitue également un facteur déterminant pour le développement de nos sociétés. Comme vous le savez, dans son initiative e-Europe, la Communauté européenne donne une priorité absolue au développement d'une administration électronique. Celle-ci s'inscrit dans le cadre d'un programme visant à réaliser le potentiel des nouvelles technologies, qui représentent en effet un élément décisif du futur économique de l'Europe.

Le champ d'action de l'administration électronique s'est élargi considérablement

depuis le lancement de l'initiative e-Europe. Au sommet de Manchester de novembre 2005, auquel j'ai eu l'honneur d'assister, nous avons adopté une résolution fixant des objectifs spécifiques pour développer l'administration électronique au sein de l'UE.

Suite à cette résolution, le plan d'action i-2010 concernant l'administration électronique a été entériné. Les économies annuelles réalisées dans l'Union grâce à son application généralisée pourraient atteindre 50 milliards EUR.

La promotion de la modernisation technologique par l'administration espagnole s'est traduite par une hausse des investissements dans les ressources techniques et économiques. En supprimant l'obligation de fournir des documents papier, nous nous sommes également engagés sur la voie d'une simplification des procédures administratives. Celle-ci a permis une économie de plus de 7,5 millions de documents par an. En outre, nous lançons actuellement deux initiatives majeures visant à favoriser la mise en place définitive d'une administration électronique dans notre pays : la carte d'identité électronique et le Réseau 060.

La carte d'identité électronique, délivrée pour la première fois aux citoyens l'année dernière, constitue un instrument d'identification personnelle sécurisé et évolutif, qui rend plus fiables les échanges en ligne avec l'administration et dans le commerce électronique. Parallèlement, nous avons

multiplié le nombre de services administratifs accessibles en ligne grâce à l'identification électronique. Plus de 300 services sont désormais disponibles.

Le réseau 060 consiste en une infrastructure permettant l'accès aux services administratifs (grâce à des guichets uniques, un numéro de téléphone unique ou un portail Internet) et par le biais de laquelle les citoyens peuvent remplir toutes les démarches administratives.

Enfin, l'adoption récente de la Loi sur l'accès électronique des citoyens aux administrations publiques a donné un dernier coup d'accélérateur à ce processus. Cette loi reconnaît aux citoyens un nouveau droit, à savoir celui de s'adresser aux administrations par Internet. Il en résultera une administration disponible 24 heures sur 24, 365 jours par an, grâce à laquelle le citoyen peut entreprendre une démarche à tout moment, d'où il veut.

Nous sommes convaincus qu'il s'agit là de la marche à suivre pour les États européens, car la technologie nous permet de nous interconnecter et rend nos systèmes compatibles. Un citoyen peut ainsi être identifié dans n'importe quel pays de l'Union et est à même d'accéder à des services paneuropéens.

Je me dois d'insister sur l'importance du secteur public et sur le rôle primordial que jouent les administrations publiques en contribuant à développer l'utilisation des nouvelles technologies comme moyen de promotion de l'équité et d'égalité pour nos citoyens et pour nos régions.

L'échange de vues qui aura lieu au cours de ce Forum nous permettra sans aucun doute d'ébaucher ce rôle. Je vous encourage à poursuivre vos travaux car je suis convaincu qu'à nous tous, nous trouverons le moyen d'utiliser au mieux les capacités technologiques actuelles pour bâtir une société plus juste, plus forte, et qui offre des possibilités de croissance.

...

On trouvera ci-après une version abrégée du discours d'ouverture d'Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE.

Les thèmes du Forum de cette année, « Innovation, croissance et équité », sont les termes d'une équation indispensable à une mondialisation plus équilibrée et hautement performante. Comment encourager l'innovation pour rendre la croissance équitable et générer la prospérité dans nos pays ? Il s'agit là de la question centrale à laquelle nous



Jordi Sevilla



(De gauche à droite) : David Eades, Angel Gurría et Jordi Sevilla

devons tenter de répondre ici. Ainsi, permettez-moi de prononcer quelques mots à cet égard.

L'économie mondiale est désormais dans sa cinquième année consécutive de croissance. Il s'agit de la plus importante phase d'expansion économique depuis le début des années 70. Les principaux moteurs de ce processus sont l'innovation et la mondialisation. Nous ignorons combien de temps cet « âge d'or » durera mais une chose est sûre : l'innovation contribuera toujours à la prospérité des nations.

Les pouvoirs publics doivent toujours avoir pour impératif d'améliorer les performances en matière d'innovation, car les pays peuvent atteindre une croissance forte et durable à condition de devenir des plateformes d'innovation dynamiques. Ce sont les économies dont les gouvernements sont disposés au changement et où sont établies des entreprises innovantes qui tirent le meilleur parti de la mondialisation. En effet, grâce à la promotion et l'amélioration des performances de l'innovation, les pays deviennent plus compétitifs, attirent davantage les investissements et sont mieux préparés pour faire face aux nouveaux défis économiques, sociaux et environnementaux de la mondialisation.

Les économies modernes se bâtissent avec des idées et des connaissances autant qu'avec des capitaux et du travail. À titre d'exemple, on estime que la moitié du PIB des États-Unis repose sur la propriété intellectuelle. L'UE a défini les « objectifs de Barcelone », qui prônent une augmentation des dépenses de recherche-développement (R-D) jusqu'à atteindre 3 % du PIB en 2010, car elle entend devenir « l'économie basée sur la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde ».

À l'OCDE, nous pensons que la création, la diffusion et l'application de connaissances resteront pendant de nombreuses années le principal moteur de l'expansion économique au niveau national et mondial. Et nous ne sommes pas les seuls. L'année dernière, pour la première fois la Chine a plus dépensé en R-D que le Japon, pour devenir le deuxième investisseur en R-D du monde après les États-Unis.

Trois éléments sont essentiels à la stimulation de l'innovation : l'accès à une éducation de qualité, l'investissement dans les sciences et la technologie, et un climat d'innovation propice au développement des entreprises.

Une *éducation de qualité* est porteuse d'innovation. Un système éducatif performant et accessible favorise l'adoption et la diffusion d'activités innovantes. L'investissement dans l'éducation et dans la formation de travailleurs hautement qualifiés est un facteur majeur de compétitivité, de productivité et de croissance. Par ailleurs, l'accès à l'éducation est le principal facteur de réduction des inégalités économiques.

L'OCDE accorde une importance particulière à la valorisation du capital humain et élabore dans cette optique des instruments d'évaluation des systèmes éducatifs normalisés à l'échelle internationale. Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) est devenu une référence incontournable en vue de l'amélioration des systèmes éducatifs et des niveaux d'instruction dans les pays membres.

L'*investissement dans les sciences et la technologie* est également un point essentiel. L'un des indicateurs les plus parlants quant à la santé et au potentiel d'une économie nationale est le niveau de R-D atteint. Jusqu'à présent, les

pays de l'OCDE, à l'origine de plus de 80 % des dépenses mondiales de R-D, ont créé la majeure partie des capacités mondiales de R-D.

En augmentation de 10 % par rapport à 2000, les dépenses de R-D de l'ensemble des pays de l'OCDE s'élevaient à 729 milliards USD en 2004 et représentaient 2,3 % du PIB du groupe. Toutefois, le taux de croissance annuel moyen de R-D ralentit et nombre de pays de l'OCDE n'ont enregistré que de faibles améliorations de leur productivité ces dernières années, ce malgré les opportunités créées par la mondialisation et les nouvelles technologies de l'information et des communications. De toute évidence, il y a là un défi à relever.

L'*amélioration du climat des affaires* est tout particulièrement importante, les entreprises étant la principale source d'innovation. Si l'on considère l'économie comme un système vivant, l'enjeu devient alors de créer un environnement approprié. Il nous faut penser davantage comme des jardiniers que comme des mécaniciens.

Dans certains pays, une libéralisation plus poussée du secteur des services et des industries de réseaux pourrait favoriser l'innovation et permettre d'accroître la productivité. Des cadres réglementaires plus favorables à l'innovation, associés à des marchés du travail flexibles et à une réduction des obstacles aux échanges et aux IDE, devraient intensifier la concurrence et encourager les transferts de technologie et de connaissances d'un pays à l'autre. Innovation et croissance peuvent également être stimulées par la réforme des marchés financiers.

Les droits de propriété intellectuelle (DPI) soulèvent un autre problème de taille. Les modifications récentes du contexte économique – non seulement la mondialisation mais aussi les nouvelles avancées des logiciels, de l'Internet et de la biotechnologie – ont favorisé la collaboration parmi les créateurs et les inventeurs, et du même coup facilité le copiage, mettant à l'épreuve l'efficacité du système des DPI. La question essentielle pour les politiques réside dans l'équilibre adéquat à atteindre entre encourager et protéger les innovateurs, et garantir un accès des usagers aux nouvelles connaissances.

Faire face à ces problèmes suppose de mettre en œuvre des réformes, ce qui n'est pas toujours chose facile pour les pays. Pour ce faire, les travaux de l'OCDE sur l'économie politique de la réforme sont une aide de plus en plus précieuse. Cependant une action concertée entre les établissements d'enseignement, les centres de R-D, le secteur

privé et les autorités locales et nationales est aussi nécessaire. Le Forum de l'OCDE constitue une plateforme idéale pour promouvoir ces partenariats stratégiques.

L'innovation stimule la productivité et la croissance, en mobilisant des travailleurs hautement qualifiés et des capitaux, mais aussi en cherchant à établir un environnement sûr et favorable aux inventions, aux dépôts de brevets, à la production et à la vente. La plupart des êtres humains vivent dans des pays dépourvus de ce cadre attractif. Ne pas changer cet état de choses serait très risqué : si nous n'apportons pas l'innovation, et donc les emplois, aux populations, elles se déplaceront vers les foyers d'innovation, de façon légale ou pas.

Parfait exemple des moyens envisageables pour faire de l'innovation un instrument de développement, le projet « Un ordinateur par enfant » associe des experts des milieux universitaires et industriels. Ces derniers ont travaillé à la conception d'un ordinateur portable à très bas coût et durable, destiné aux enfants les plus pauvres du monde.

À l'OCDE, la plupart de nos comités et publications, qui s'intéressent à un large éventail de sujets – de l'éducation aux questions environnementales en passant par l'énergie, l'emploi ou encore la compétitivité régionale – ont intégré cette « recette miracle » de l'innovation.

Une proposition de Stratégie de l'OCDE pour l'innovation est actuellement en cours d'élaboration. Ce travail fera partie de notre stratégie globale pour devenir la « plaque tournante » d'un dialogue mondial sur les questions relevant des pouvoirs publics. Cette nouvelle Stratégie de l'innovation compléterait les travaux existants de l'OCDE sur l'innovation, en fournissant un ensemble



pluridisciplinaire d'éléments de politique publique et de recommandations pour l'amélioration de la capacité et de la performance d'innovation. Elle déterminerait des lignes directrices et des pratiques exemplaires pour l'action des pouvoirs publics, et définirait de meilleurs paramètres pour évaluer et étalonner les performances d'innovation. Une telle stratégie fournirait en outre une analyse propre à clarifier les liens entre l'innovation et l'entrepreneuriat, la croissance économique, le progrès social et les « défis mondiaux » dans des domaines tels que l'environnement et la santé.

La croissance et la prospérité économique ne peuvent plus reposer sur d'abondantes réserves de main-d'œuvre non qualifiée et faiblement rémunérée. À l'heure de la concurrence et du progrès technique, la clé de la prospérité réside dans une main-d'œuvre créative et qualifiée, capable de produire des idées fécondes et de concevoir des biens et des services à forte intensité de connaissances, dans des entreprises privées capables d'innover, d'adopter les technologies de pointe et de

commercialiser leurs biens et services à travers le monde entier.

Le capital intellectuel est l'avantage comparatif par excellence. Rien n'est plus efficace que l'investissement dans l'innovation pour relever les nombreux défis d'un monde moderne en évolution permanente. N'oubliez pas qu'il suffit d'une idée pour venir à bout d'un problème insoluble.

• • •

En réponse aux questions de l'auditoire à propos d'un resserrement des liens entre les universités, le secteur public et les entreprises pour que la recherche aboutisse à des produits et des processus innovants, Angel Gurría rappelle que dans bien des cas ces liens n'existent pas. La seule manière de récolter les fruits des milliards de dollars investis dans la recherche par les administrations publiques, les universités et les entreprises est de « faire appel au marché ». Les pays qui réussissent sont ceux qui coopèrent, qui favorisent les liens entre ces trois composantes et qui répartissent mieux les tâches. Ils accèdent au marché et sont des acteurs majeurs de la modernisation.

Jordi Sevilla fait remarquer que la formation d'un nombre suffisant de scientifiques et de chercheurs est aussi primordiale. Le système espagnol a été témoin d'importants changements dans le système ces dernières années, mais il n'en reste pas moins que la concurrence est forte pour les scientifiques et les chercheurs en Europe. Il est nécessaire d'adopter une approche « à deux volets ». Certaines difficultés sont propres à un secteur ; dans ce cas, une entreprise peut soulever un problème susceptible d'être traité dans un cadre sectoriel, par l'ensemble des acteurs, la solution intéressant tout le secteur. Mais d'autres difficultés ne concernent qu'une entreprise en particulier, et celle-ci peut alors prendre l'initiative de recherches. ■



Angel Gurría à l'écran

BBVA

BBVA, a global finance group committed to innovation as a lever for progress.

Over the last 150 years we have constantly striven to grow with our clients. We have therefore become the leading Spanish totally global finance group and the only Spanish and Latin American bank with an operational presence in Asia. The bank is committed to international expansion that uses innovation as a lever for progress and has a portfolio of products and services created to provide the solutions that best suit our clients.

Our strategy is founded on three basic pillars: risk, efficiency and return. This makes us one of the best banks in the world.

150
years
adelante.



Expanding was the least we could do to help you reach the top

Calyon is the Corporate and Investment Bank of the Crédit Agricole Group, combining the businesses of Crédit Agricole Indosuez and Crédit Lyonnais' Corporate and Investment Banking division. A major player in Europe, Calyon enjoys a global coverage (55 countries), a full range of products and services, and a top rating (AA- Standard & Poor's, Aa2 Moody's, AA FitchRatings).

**All of these benefits are yours too, because your company lies
at the heart of our business model.**

Image © 2011 Agri-2011 by Agri-2011. All rights reserved. Crédit Agricole Indosuez and Crédit Lyonnais are trademarks of the Crédit Agricole Group.

www.calyon.com

CA CALYON
CRÉDIT AGRICOLE CIB
 GROWING TO MATCH YOUR GROWTH

For 100 years, patients first.



Merck Sharp & Dohme is a global research-driven pharmaceutical company dedicated to putting patients first in all we do. That philosophy was first articulated by George Merck and it still guides us today.



For nearly 100 years, Merck Sharp & Dohme has discovered, developed, manufactured and marketed novel medicines and vaccines that have delivered true advances in patient care for people around the world. We continue to do the same today, but now in more than 20 therapeutic categories.



Merck Sharp & Dohme scientists have pioneered innovations for treating diseases from high cholesterol to HIV/AIDS. Now we are investing heavily, more than \$20 billion over the past 10 years, to research diseases like Alzheimer's, diabetes, obesity and cancer.

© 2011 Merck Sharp & Dohme, a division of Merck & Co., Inc. All rights reserved. MSDD-11-000001

Where patients come first  MSD



Making every drop go further

Our future access to water is threatened by the effects of agriculture, pollution and wasting this precious resource. This is why we've published *The Nestlé water management report*.

As the world's largest food and beverage company, Nestlé needs water for manufacturing all its products. While our production volume nearly doubled over the last ten years, water use was reduced by 29% and waste water by 32%.

For insights into the water issue, you can order your copy of *The Nestlé water management report* at www.nestle.com/water



Nestlé



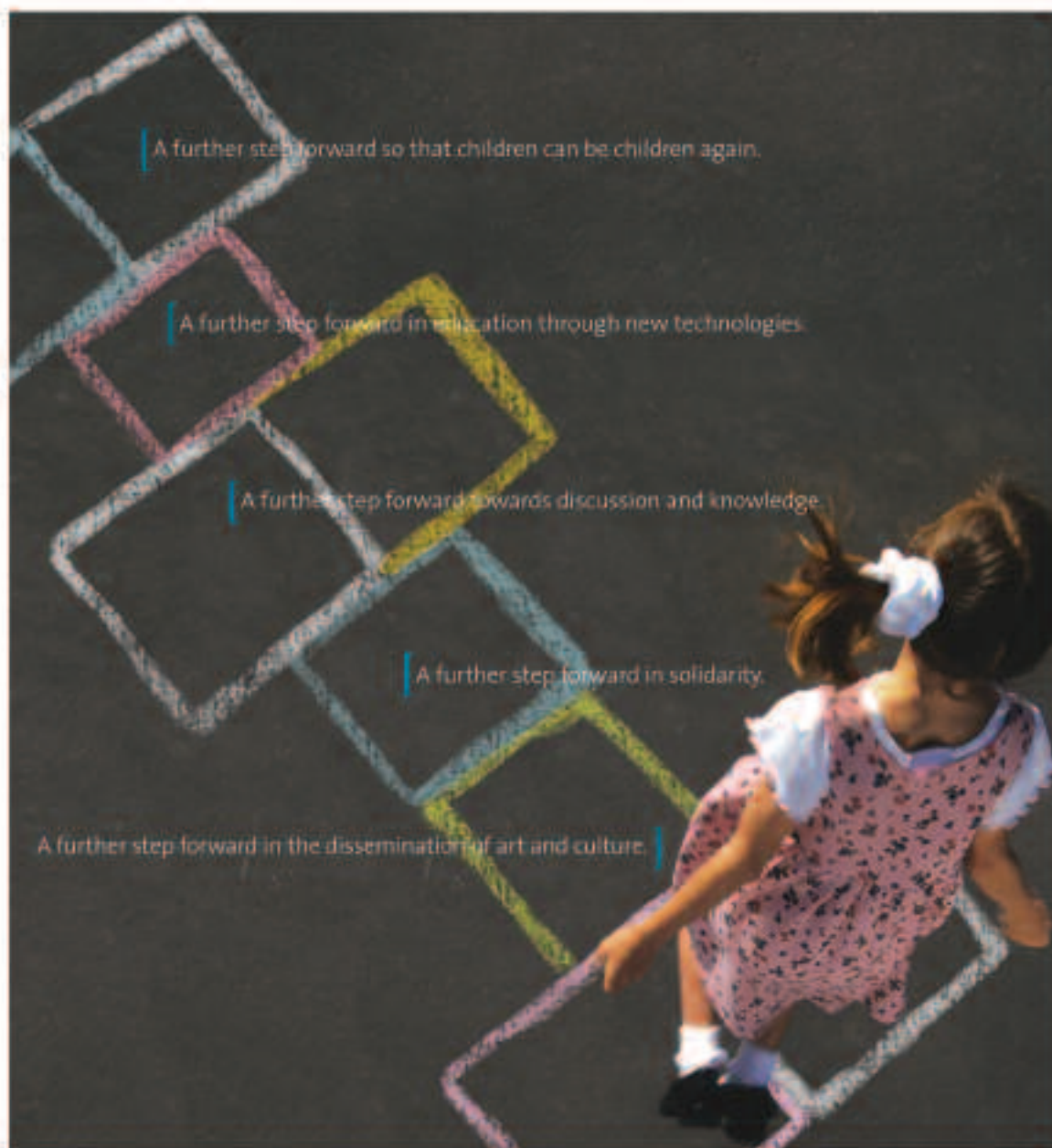
TATWEER

A member of DUBAI HOLDING

TATWEER

is proud to sponsor

OECD Forum 2007



A further step forward so that children can be children again.

A further step forward in education through new technologies.

A further step forward towards discussion and knowledge.

A further step forward in solidarity.

A further step forward in the dissemination of art and culture.

At Fundación Telefónica we are committed to people, to society. And we strive every day to ensure this commitment materializes into projects and realities, working through Proniño, EducaRed, Art & Technology Forum, and the Telefonica's Volunteers, to improve the quality of life and promote equality of opportunities for everyone.

Fundación Telefónica.
A further step forward for attaining a better future.

Proniño
EducaRed
Forum
Telefonica's Volunteers
Art & Technology



www.telefonica.es/fundacion



**ON PEUT CHERCHER
DU PÉTROLE À DE TRÈS
GRANDES PROFONDEURS
SANS DÉRANGER
CEUX QUI Y HABITENT**

L'approvisionnement énergétique est un enjeu majeur pour l'avenir. Par ses innovations technologiques, Total explore des zones de plus en plus complexes : pionnier dans le golfe de Guinée avec le projet Girassol, plus grand champ pétrolier en mer profonde du monde, l'objectif est de descendre demain jusqu'à 5 000 mètres. Mais parce que même à de telles profondeurs nous ne sommes pas seuls, le respect et la préservation de la vie marine sont des préoccupations constantes pendant toute la durée des projets. www.total.com

L'énergie est notre avenir, économisons-la.

Pour vous, notre énergie est inépuisable.



KEY CHALLENGES FOR THE FUTURE

How can we respond **to the great energy issues of the 21st century?**

Uranium mining

Nuclear fuel manufacturing

Reactor design and construction

Management of used nuclear fuel

Electricity transmission

Electricity distribution

The world needs energy.
AREVA develops solutions for producing CO₂-free energy and transmitting electricity. **AREVA**

 **Chung-Hua Institution for Economic Research**
<http://www.cier.edu.tw>

- Policy-oriented
- Multidisciplinary
- Global-linkage

Research

Economic

Industry

Trade

China

International

Development

Chinese Taipei

FTA

Asia Pacific

WTO

CIER

**Chinese Taipei's
Most Prestigious Think Tank**

Une expertise mondiale, des approches locales participatives



Macquarie s'est imposé aux premiers rangs de l'industrie de la gestion et du financement des infrastructures depuis plus d'une décennie.

Nous gérons aujourd'hui un portefeuille global de 28 milliards d'euros composé d'une centaine de participations. Nos activités recouvrent les secteurs de l'énergie renouvelable, la gestion et le traitement de l'eau (6 millions d'abonnés), la distribution de gaz (7 millions de points d'accès) et d'électricité (700 000 connexions).

la gestion des infrastructures routières et aéroportuaires, les réseaux hertziens.

Notre philosophie d'investisseur de long terme, fondée sur une gestion participative avec toutes les parties prenantes, permet une performance durable de nos actifs.

Une approche et une expérience des infrastructures unique au monde.

www.macquarie.com/eu

We see a place where ideas can grow.

Microsoft® Innovation Centers are places where entrepreneurs, students, and inventors can go to have their ideas supported and nurtured. Microsoft starts Innovation Centers all over the world so people and their dreams can reach their potential. Find out more at microsoft.com/potential

Your potential. Our passion.
Microsoft

Home is where the heart is.
Ours beats in 140 countries.
Welcome home.



©2017 Samsung Electronics Co., Ltd.



Leading the Digital Convergence Revolution.

Samsung Electronics Co. sparks the fire of innovation by cross-pollinating ideas, research, and technologies across different business units to lead the digital convergence era. Creativity and innovation are the highest-value activities at our business units that range from manufacturing semiconductors, handsets to flat-screen televisions.

www.samsung.com



By 2050 the percentage of the world population 60+ will have doubled.

The world's population is aging rapidly. This is a fact that all societies are currently facing. With health care and retirement costs projected to rise as the "boomer" generation begins to retire, we face many challenges and opportunities as a result of global aging.

As the world's largest organization dedicated to the interests of older citizens, AARP recognizes that policymakers and CEOs are searching for constructive ways to tap into the experience, knowledge, talents and buying power of the 50+ population. By bringing together decision-makers from all sectors of society, AARP fosters an environment to exchange best practices and ideas.

Through dedicated collaboration, we can successfully meet the challenges and opportunities of the global aging phenomenon.

Visit aarp.org/international to learn more.



THE DEPARTMENT STORE CAPITAL OF FASHION!

GALERIES Lafayette

- DUTY FREE SHOPPING: DÉTAXE À L'EXPORTATION
- PRIVATE WEEKLY FASHION SHOWS: DÉFILÉS DE MODE HEBDOMADAIRES
- CURRENCY EXCHANGE OFFICE: BUREAU DE CHANGE
- WELCOME SERVICE - BUREAU D'ACCUEIL
- INTERPRETERS - INTERPRÈTES
- LAFAYETTE GOURMET: DE LUXE GROCERY - ÉPICERIE FINE
- RESTAURANTS

40, BD HAUSSMANN 75009 PARIS. METRO CHAUSSÉE D'ANTIN-LA FAYETTE
 OPEN MONDAY THROUGH SATURDAY FROM 9.30 AM TO 7.30 PM.
 LATE NIGHT OPENING EVERY THURSDAY UNTIL 9 PM.
 OUVERT DE 9 H 30 A 19 H 30 DU LUNDI AU SAMEDI.
 NOCTURNE JUSQU'À 21 H LE JEUDI. TEL.: 01 42 82 36 40

galerielafayette.com

Le grand magasin, capitale de la mode.

EDUCATION:**A FUNDAMENTAL HUMAN RIGHT**

A high quality education is a fundamental human right. Access to lifelong learning must be an entitlement.

Education is central to the elimination of poverty and should be excluded from global discussions on the marketing of services. Exposure to the uncertainties and vagaries of the market would be profoundly destabilising to education.

Teachers are clear about what constitutes successful pedagogy and about their professional development needs. Governments should remember that the teaching profession needs nurturing and supporting.

In particular, governments need to enter into a serious dialogue with teachers' organisations.

L'ÉDUCATION**UN DROIT FONDAMENTAL DE L'HOMME**

Une éducation de haute qualité est un droit fondamental de l'homme. L'accès à un apprentissage à long terme doit être un droit.

L'éducation est cruciale à l'élimination de la pauvreté et elle doit être exclue des discussions globales sur le marketing des services. L'exposition aux incertitudes et aux aléas du marché serait profondément déstabilisante pour l'éducation.

Les enseignants savent en quoi consiste une pédagogie réussie et quels sont leurs besoins de développement professionnel. Les gouvernements doivent se souvenir que la profession d'enseignant a besoin d'être choyée et soutenue.

Les gouvernements doivent tout particulièrement avoir un dialogue sérieux avec les organisations enseignantes.



We'll help you focus on doing business in Japan.



We are the Japan External Trade Organization (JETRO), a Japanese government-funded organization that provides a full range of information and support services to those who would like to set up a business in Japan. Our worldwide network includes 73 overseas offices and 38 offices in Japan.

One of JETRO's main facilities is the Invest Japan Business Support Center (IBSC) — a one-stop service center providing free investment information and consulting by English-speaking specialists. Potential investors are also welcome to use free temporary offices at IBSCs, which are conveniently located in central Tokyo, Yokohama, Nagoya, Osaka, Kobe and Fukuoka.

Calling on JETRO and visiting the IBSCs are great opening moves for any business wishing to succeed in Japan.

Visit our web site now!
www.investjapan.org



Your key to the OECD

An award-winning* magazine and online service to keep you ahead of today's economic and social policy challenges. Since 1962.

The OECD Observer magazine presents concise, up-to-date and authoritative analysis of crucial world economic and social issues. It helps business, NGOs, academics and journalists to stay ahead of the policy debate.

- Expert views on global issues
- Special in-depth reports
- Key economic, social, environmental and scientific data
- Links, references and bibliographies for further research and background
- Lists and reviews of new books, working papers, speeches and meetings, etc.

Plus the annual OECD in Figures, a pocket-sized annual statistical book, worth €15, free with every order. Subscribe to the print edition today at www.oecdbookshop.org (€60, US\$75, £41, ¥7 800) or at www.oecdobserver.org/subscribe.html where you can also benefit from our special two-year discount.

*2002 Highly-Commended Award from the Association of Learned and Professional Society Publishers, UK



The University of Sydney

Since 1850 – Australia's first university

- Ranked in the top 35 universities in the world*
- National leader in competitive research funding
- The first university permitted to hold a presentation ceremony for its graduates in China's Great Hall of the People
- A world university in a world city
- 17 faculties offering the widest range of academic courses in Australia
- Partner in worldwide university networks
- Rich and diverse student experience in a safe learning environment
- Successful alumni represented in all sectors
- State-of-the-art facilities and heritage-listed architecture

For more information contact:

International Relations
The University of Sydney
NSW 2006 Australia

Phone: +61 2 9351 5873

Fax: +61 2 9036 6047

Email: s.so@usyd.edu.au

Website: www.usyd.edu.au/international

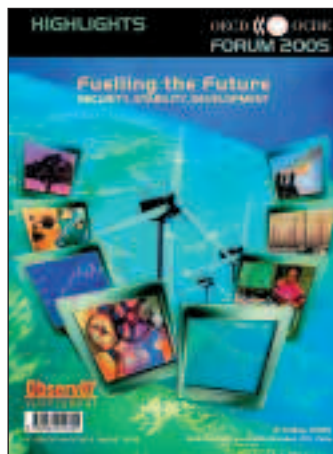
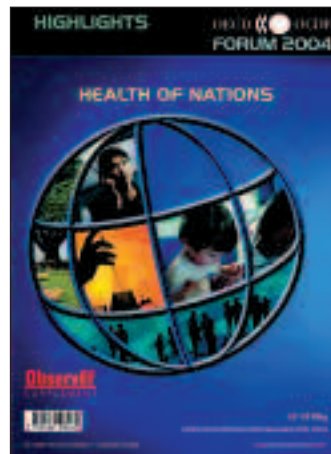
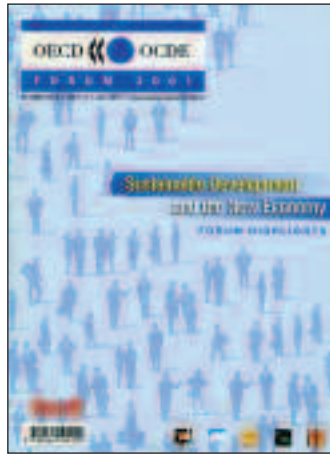


The University of Sydney

* Times Higher Education Supplement 2006

CRCOS Provider code: 00026A

1344A07



www.oecdforum.org

L'eau : ressource vitale à mieux gérer

Source de coopération

- **MODÉRATEUR : DAVID EADES**, PRÉSENTATEUR, BBC WORLD
- **ASIT K. BISWAS**, PRÉSIDENT, INSTITUT DU TIERS-MONDE DE LA GESTION DE L'EAU
- **PETER BRABECK-LETMATHE**, PDG, NESTLÉ S.A.
- **ANGEL GURRÍA**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, OCDE



Asit K. Biswas à l'écran

Ce n'est pas la pénurie qui sera à l'origine d'une crise de l'eau mais plutôt la mauvaise gestion de cette ressource. Tel est le principal message qui se dégage de cette séance du Forum. Les progrès de la science peuvent nous aider à éviter la crise, mais il faudrait également mener une réflexion novatrice sur les politiques à suivre. Ainsi, les experts s'accordent à penser que la tarification de l'eau pourrait aider à éviter la crise, par exemple.

Selon **Asit K. Biswas**, l'eau retiendra davantage l'attention dans les 20 prochaines années qu'au cours des deux derniers millénaires. Nous consommons l'eau comme si elle était inépuisable, mais « s'il existe des ressources énergétiques de substitution pour le charbon ou le pétrole » rappelle **Peter Brabeck-Letmathe**, « rien ne peut remplacer l'eau ». Selon les deux intervenants, si les problèmes liés à l'eau ne sont pas résolus, c'est à cause de notre mauvaise gestion. La plupart des gens s'inquiètent de l'approvisionnement en eau potable, mais la part de l'agriculture et de l'industrie dans la consommation mondiale d'eau est de loin la plus importante. Le secteur agricole est le plus grand consommateur d'eau, mais dans la zone OCDE, nous consommons des milliers de litres d'eau chaque jour sans même nous en rendre compte – dans l'industrie alimentaire par exemple.

L'eau représente un enjeu primordial pour le développement, et **Angel Gurría** lance cette

affirmation : « Suivez l'eau, et vous pourrez résoudre le problème de la pauvreté et bien d'autres ».

Angel Gurría affirme que la résolution des problèmes d'eau pourrait servir de référence dans le succès d'autres politiques, comme celle visant à réduire la pauvreté.

L'eau peut également être un puissant facteur de croissance économique grâce à la



Peter Brabeck-Letmathe

coopération. Au Bhoutan, le PIB par habitant a fait un bond après la décision prise par le gouvernement de s'allier avec l'Inde pour développer les technologies de l'eau. La théorie selon laquelle la concurrence pour l'eau sera source de conflit dans l'avenir ne tient pas. Au contraire, elle devrait favoriser une coopération plus étroite.

De nouvelles modalités institutionnelles devraient également être envisagées au plan mondial afin de centrer l'action sur l'amélioration de la qualité de l'eau potable et l'assainissement.

Toutefois, selon Peter Brabeck-Letmathe, les ONG et les gouvernements ne suffiront peut-être pas à la tâche ; l'éducation et l'individu ont aussi leur rôle à jouer. L'orateur cite l'exemple de l'Inde où un projet de creusement de puits a échoué car ces derniers ont été abîmés au bout de quelques mois. Un nouveau projet a situé des puits aux abords des écoles où l'on apprendait aux enfants l'importance de l'eau. Ces derniers sont devenus les responsables des puits, puisant l'eau, la rapportant chez eux et veillant à sa propreté.

L'eau est trop précieuse pour être gaspillée et pourtant les villes perdent en moyenne jusqu'à 15 % de leur eau à cause d'infrastructures vétustes et d'une gestion laissant à désirer, fait remarquer Asit K. Biswas. Heureusement ce n'est pas le cas partout. Asit K. Biswas décrit Singapour comme un modèle en matière de gestion de l'eau, puisque la perte d'eau n'y est



(De gauche à droite) : Peter Brabeck-Letmathe et Angel Gurría

que de 5 %. La volonté de recycler les eaux usagées est un facteur déterminant. Dans beaucoup de pays de l'OCDE, cela reste un obstacle psychologique, alors qu'à Singapour, l'usine de traitement est le troisième site touristique du pays.

Peter Brabeck-Letmathe est d'accord pour dire qu'il ne manque pas de possibilités d'améliorer la gestion d'eau, mais pour limiter les pertes, l'innovation doit être présente tout au long de la chaîne, du producteur jusqu'au consommateur, y compris les réseaux de distribution. En moyenne, 25 % à 30 % de l'eau dans les pays développés et jusqu'à 70 % dans les pays en développement est gaspillée à cause des fuites.

Les participants conviennent que l'eau doit avoir un prix, et que l'hypothèse selon laquelle la population refuserait de le payer est infondée. En outre, la gratuité de l'eau nuit aux plus pauvres, ajoute Asit K. Biswas, car faire payer l'eau favorise la distribution. En même temps, « l'accès à l'eau est un droit de l'homme » déclare Peter Brabeck-Letmathe, qui propose de donner 25 litres d'eau par personne gratuitement, et de faire payer la consommation allant au-delà de ce quota, afin de résoudre le problème de gestion.

« L'eau est un défi pour l'humanité toute entière, voilà la réalité », déclare Angel Gurría. L'accès à l'eau est l'un des éléments majeurs du processus de développement et offre une appréciation globale du processus de développement. Certaines prévisions indiquent que 3 milliards d'individus n'auraient pas accès à l'eau d'ici 30 ans, ce

que Angel Gurría juge « inadmissible, mais aussi évitable ». Le défi majeur sera de concevoir des partenariats public-privé afin de développer les infrastructures et la tarification adéquates pour encourager une utilisation responsable de l'eau.

Pour les participants, la plus grande difficulté que devront surmonter les pays confrontés à des problèmes d'approvisionnement en eau, sera de remédier à une mauvaise gouvernance et de réformer leurs institutions désuètes, pour pouvoir mettre en œuvre des politiques efficaces.

Peter Brabeck-Letmathe souscrit à la proposition du public selon laquelle les usagers doivent être associés plus étroitement à la

gestion de l'eau. « La plupart des solutions sont là mais demandent une participation de la population », précise-t-il, citant les programmes éducationnels financés par Nestlé pour sensibiliser les enfants à la gestion de l'eau.

En réponse à une question concernant la coordination de l'intervention publique pour améliorer la gestion de l'eau, Angel Gurría approuve l'idée et exprime le souhait que les institutions internationales accordent une place plus importante à l'eau. Selon lui, il n'est pas nécessaire de créer une autre structure bureaucratique, mais la coopération permettrait d'améliorer considérablement la gestion publique et l'efficacité de l'aide internationale. ■



(De gauche à droite) : David Eades et Asit K. Biswas

Marchés ouverts et réglementation de l'énergie

Bouquet prometteur ?

- **MODÉRATEUR :**
LORD WATSON OF RICHMOND,
PRÉSIDENT EUROPE,
BURSON-MARSTELLER
- **ARTHUR DE MONTALEMBERT,**
VICE-PRÉSIDENT, INTERNATIONAL
ET MARKETING, AREVA, FRANCE
- **LIONEL FONTAGNÉ,**
CONSEILLER SCIENTIFIQUE,
CEPII, FRANCE
- **STEPHAN SINGER,** EXPERT SUR LE
CLIMAT ET L'ÉNERGIE, WWF
- **PIOTR G. WOŹNIAK,**
MINISTRE DE L'ÉCONOMIE,
POLOGNE



(De gauche à droite) : Alan Watson, Arthur de Montalembert et Lionel Fontagné

Alan Watson donne le ton du débat en citant le rapport Stern : « Le changement climatique est le plus grand échec du marché ». Partant de là, demande-t-il, comment devrait-on s'attaquer au problème du changement climatique, et dans quel cadre ? Quel rôle jouent les entreprises et les pouvoirs publics ? Selon lui, les entreprises se doivent de trouver la bonne solution, car « le changement climatique sera une importante source de recettes dans les prochaines décennies ». Quant aux pouvoirs publics, il leur appartient de décider si les politiques nationales de l'énergie ont encore lieu d'être ou si un cadre supranational serait désormais plus pertinent. »

Arthur de Montalembert rappelle que la lutte contre le changement climatique aura de profondes répercussions sur le marché de l'énergie et fait remarquer que son entreprise, AREVA, s'emploie déjà à faire face à ce problème. Elle offre des solutions à faible émission de CO₂ comme l'énergie nucléaire, et investit dans les énergies renouvelables comme la biomasse. L'une des plus grandes difficultés à laquelle est désormais confronté le secteur de l'énergie est la nécessité de construire une nouvelle infrastructure propre à garantir la sécurité d'approvisionnement et à combattre le changement climatique. L'Agence internationale de l'énergie estime ces

investissements à 11 milliards USD d'ici 2030, rappelle-t-il. « Nous disposons à présent d'un créneau d'investissement. Les investissements réalisés aujourd'hui nous serviront longtemps au cours de ce siècle. » Il préconise également de conjuguer les « atouts du marché en termes d'efficacité avec le dispositif de contrôle que constituent les politiques des pouvoirs publics et la réglementation ». L'accès à de nouvelles sources d'énergie devrait être favorisé par l'ouverture des frontières aux investissements internationaux ; l'harmonisation des normes internationales en matière de licences pour la construction d'infrastructures énergétiques (moulins à vent, centrales nucléaires) ; et enfin par la généralisation des contrats à long terme en vue d'améliorer la prévisibilité tant pour les entreprises de production d'énergie que pour les États. Arthur de Montalembert plaide également en faveur d'un bouquet énergétique « pragmatique » comprenant le nucléaire. Il réfute l'idée selon laquelle l'énergie nucléaire ne serait pas concurrentielle. « Si c'était vrai, elle aurait aujourd'hui disparu. »

Lionel Fontagné présente un panorama complet des difficultés et incertitudes qui assaillent le secteur de l'énergie aujourd'hui : les combustibles fossiles se raréfient, les réserves mondiales de gaz et de pétrole étant susceptibles d'être épuisées dans 50 à 70 ans

au plus, alors que la demande d'énergie augmente de 1,6 % par an et va inévitablement se heurter aux contraintes environnementales. La sécurité d'approvisionnement est aussi précaire, plus de 85 % de l'énergie provenant d'une dizaine de pays aux régimes politiques souvent instables. De plus, étant donné que l'énergie n'est pas produite mais extraite, elle génère une rente qui bien souvent n'est pas mise au service du développement mais favorise la corruption, voire le terrorisme. « Le marché seul ne suffira pas ; la réglementation est nécessaire » déclare-t-il. L'existence d'économies d'échelle et de réseau dans le secteur de l'énergie souligne aussi la nécessité d'un régulateur supranational, éventuellement au niveau européen. L'Europe doit « parler d'une seule voix » ; les régimes fiscaux devraient être repensés de manière à favoriser davantage le respect de l'environnement ; il faut veiller à la sécurité et à la diversification des sources d'énergie, les entreprises européennes étant soumises aux contraintes du Protocole de Kyoto. Il se pourrait même que l'Europe envisage de taxer les importations en provenance de pays qui ne respectent pas ce Protocole.

Pour **Stephan Singer**, nous avons besoin d'un « plan Marshall mondial pour l'énergie » pour faire face au changement climatique. Il suggère de construire un immense réseau

14 mai

d'éoliennes au large des côtes d'Europe occidentale. Selon lui, les États doivent clairement hiérarchiser les priorités : « la sécurité d'approvisionnement n'est qu'un aspect du changement climatique ». Si nous voulons limiter le réchauffement planétaire à 2°C, nous devons réduire les émissions de gaz à effet de serre de 50 % d'ici 2100. En outre, si les pays riches souhaitent reconnaître aux pays pauvres le droit légitime de se développer, alors les pays de l'OCDE doivent prendre en charge la plus grande partie de cette réduction et diminuer leurs émissions de 80 %. « Certes, combattre le changement climatique a un coût... mais il est 20 fois moindre que celui des effets du réchauffement planétaire ». Stephan Singer évoque l'actuel recentrage des investissements et le fait que « le charbon est à nouveau un combustible de choix » : nous devons par conséquent nous attaquer au problème du captage et du stockage du carbone et instaurer des mesures visant à augmenter l'efficacité énergétique en vue de faire diminuer la demande et de maîtriser les effets sur l'environnement.

Piotr G. Woźniak recommande aux participants d'être attentifs à la manière dont les fournisseurs d'énergie se présentent, en particulier la Russie ; son plan stratégique pour l'énergie comporte des objectifs politiques clairs nécessitant de la part des pays qui lui achètent du gaz un soutien à sa politique extérieure. La Pologne, par exemple, a



Piotr G. Woźniak

récemment subi de sévères restrictions d'énergie suite à une baisse des approvisionnements en provenance de Russie ; elle a depuis décidé d'être moins dépendante de l'offre extérieure et de mettre l'accent sur « la sûreté et la sécurité d'abord ». « Je viens d'un pays où le charbon est roi et où avec un peu de chance nous le maintiendrons sur son trône ». D'ailleurs, Piotr Woźniak fait

remarquer que la combustion du charbon et la captation du carbone sont désormais meilleur marché que la technologie nucléaire la moins onéreuse. Néanmoins, il insiste sur la nécessité de créer une nouvelle agence internationale en vue de réglementer le marché de l'énergie et exhorte les pays de l'OCDE à prendre des mesures pour empêcher les producteurs de gaz de former un cartel. ■



(De gauche à droite) : Arthur de Montalembert, Lionel Fontagné, Stephan Singer et Piotr G. Woźniak



Réussir la réforme

Marquer le but

- **MODERATEUR : AART JAN DE GEUS,**
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT, OCDE
- **TINE AURVIG-HUGGENBERGER,**
VICE-PRÉSIDENTE, CONFÉDÉRATION
SYNDICALE DANOISE
- **PHILIPPE MANIÈRE,**
DIRECTEUR GÉNÉRAL,
INSTITUT MONTAIGNE, FRANCE
- **GIL RÉMILLARD,**
PRÉSIDENT FONDATEUR, LE FORUM
ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL
DES AMÉRIQUES/CONFÉRENCE
DE MONTRÉAL, CANADA



(De gauche à droite) : Tine Aurvig-Huggenberger et Aart Jan de Geus

Ces vingt dernières années, les pays de l'OCDE ont considérablement avancé dans leurs réformes structurelles, que ce soit en levant les obstacles au commerce international et à l'investissement direct étranger, ou en libéralisant les marchés de capitaux. Mais il reste encore beaucoup à faire, estiment les intervenants.

Historiquement, ce sont les crises qui ont présidé aux grandes réformes, créant une situation où toutes les parties prenantes étaient contraintes d'admettre qu'une réforme s'imposait. Aujourd'hui, le problème tient

plutôt à la difficulté de réunir un consensus en faveur de la réforme lorsque les circonstances sont plus normales. C'est là tout l'enjeu de l'économie politique de la réforme.

Aart Jan de Geus ouvre le débat en retraçant l'expérience de son propre pays, les Pays-Bas. Il explique les difficultés rencontrées pour réformer les systèmes de retraite anticipée et de pension d'invalidité, deux réformes qui ont été menées à bonne fin. Il ne suffit pas de savoir ce qu'il faut faire, déclare-t-il. Le plus délicat est d'amener le plus grand nombre à

accepter le changement : le gouvernement a dû gagner l'adhésion de l'opinion publique de manière à rester au pouvoir assez longtemps pour mettre en oeuvre la réforme.

Tine Aurvig-Huggenberger déclare que « si Paris est la ville des Lumières, le gouvernement français, lui, semble chercher son chemin dans le noir » lorsqu'il s'agit de réformer. Les dirigeants français ont même fait le voyage jusqu'au Danemark pour étudier son système de « flexicurité ». Pour elle, toutefois, ils ont manqué l'essentiel. Si le modèle de la flexicurité fonctionne, c'est qu'il est accepté par l'ensemble des partenaires sociaux. Il s'est certes traduit par une moindre protection de l'emploi, mais les syndicats l'ont accepté car il a entraîné une baisse du chômage. La croissance de l'emploi n'est pas entravée par des cotisations sociales exorbitantes, alors même que l'indemnisation du chômage est généreuse. Il existe par ailleurs des dispositifs de formation et de réinsertion des adultes destinés à encourager un retour rapide à l'emploi. L'Europe a besoin de réformes qui associent la sécurité individuelle et la flexibilité du marché du travail, ainsi qu'un financement adéquat des programmes de formation et de réinsertion. Le modèle danois de flexicurité fonctionne parce qu'il allie tous ces éléments et aussi parce qu'il s'appuie sur une longue tradition de coopération entre les partenaires sociaux.

Selon **Philippe Manière**, trois points essentiels sont à prendre en compte dans tout effort de





Gil Rémillard

réforme. En premier lieu, il faut savoir ce que l'on veut faire et le faire correctement. Il convient de mener à bien les réformes nécessaires, sans pour autant bousculer l'opinion à la seule fin de réformer. Ensuite, il faut savoir bien « vendre » son projet. Ce peut être un avantage de surprendre, sous réserve que les citoyens perçoivent une certaine cohérence dans les choix politiques. Enfin, il faut s'assurer le soutien public. « Les français ont tendance à croire la partie gagnée dès lors qu'ils obtiennent l'adhésion du Parlement ; mais c'est la partie la plus facile. » Le plus important est d'encourager les gens à faire évoluer leur comportement et à faire leur les objectifs de la réforme. Philippe Manière met en relief trois idées-force au cœur de toute réforme : le bon sens, l'ambition et la patience.

Gil Rémillard, quant à lui, énumère cinq éléments qui conditionnent la réussite d'une réforme. Premièrement, les réformateurs doivent parfaitement maîtriser leur sujet — savoir ce qu'il faut réformer, comment mener à bien le processus, et ce qu'en retireront les citoyens. Ensuite, ils doivent afficher leur détermination à faire aboutir la réforme. Ils doivent véritablement porter leur projet et agir tout au long du processus dans un souci de clarté et de cohérence. Troisièmement, ils doivent s'entourer d'une équipe composée à la fois d'experts réputés et de personnes de conviction respectées dans leur domaine. Une fois l'équipe en place, il est possible de satisfaire à la quatrième condition, à savoir mettre en marche un projet réaliste qui va de l'avant. « Une réforme ne s'improvise pas ; après coup, la marge de manœuvre est faible », précise Gil Rémillard.

la mise en place serait trop lente. Gil Rémillard précise alors « que consensus ne signifie pas nécessairement unanimité », tandis que Philippe Manière ajoute : « à un moment donné, il n'y a plus rien à expliquer, il faut agir ».

Un participant demande dans quelle mesure le soutien des partenaires sociaux a contribué à la réussite des réformes du marché du travail au Danemark. Dans sa réponse, Tine Aurvig-Huggenberger rappelle que des facteurs tels que la petite taille du pays, sa population homogène et son expérience d'un siècle de concertation tripartite avaient certainement joué.

D'autres s'interrogent sur la nécessité même de recueillir un consensus puisque les gouvernements élus sont investis d'un mandat pour mener à bien les réformes promises. Ils se demandent si, sur certains dossiers comme le réchauffement de la planète, on peut se permettre de prendre le temps de recueillir un consensus international avant de procéder aux changements qui s'imposent.

En résumé, Aart Jan de Geus note qu'en ce qui concerne l'exemple des Pays-Bas, la prise de conscience collective qu'une réforme était indispensable dans l'intérêt du pays a vite persuadé la population de soutenir l'effort de réforme. S'il faut veiller à ne pas aller trop vite, il n'est pas toujours possible d'attendre que tout le monde soit d'accord : parfois, les gouvernements doivent gouverner, c'est-à-dire prendre des décisions, et n'élargir le débat que dans un deuxième temps. ■

























Philippe Manière



Panorama des statistiques de l'OCDE 2007

Économie, environnement
et société

	Population	
	Évolutions macroéconomiques	
	Mondialisation économique	
	Prix	
	Énergie	
	Marché du travail	
	Science et technologies	
	Environnement	
	Éducation	
	Finances publiques	
	Qualité de vie	



Thème spécial :
Migration



Innovation, croissance et équité

Pedro Solbes, Vice-Premier ministre et Ministre des Finances, Espagne

Art Jan de Geus, Secrétaire général adjoint de l'OCDE, introduisant Pedro Solbes, souligne les performances réalisées ces dix dernières années par l'Espagne en termes de croissance économique, de création d'emplois et de gestion budgétaire. « L'Espagne fait encore face à des défis sur le plan de l'amélioration de la productivité et de l'innovation, mais elle est indéniablement sur la bonne voie. » Il évoque ensuite une Espagne nouvelle, une Espagne active au sein de l'économie mondiale, à laquelle elle s'intègre de plus en plus, avec ses entreprises compétitives au niveau international.

• • •

Pedro Solbes s'adresse ensuite au Forum en ces termes.

« C'est pour moi un grand plaisir de participer à ce Forum au cours duquel vous avez abordé tout au long de la journée de lundi les thèmes de l'innovation, de la croissance et de l'équité.

L'innovation, comme les échanges, peut beaucoup contribuer à la prospérité. Moteur principal de « destruction créatrice » de l'économie, elle est indispensable si l'on veut



Pedro Solbes



poursuivre l'élévation de nos niveaux de vie. Il y a longtemps que les économistes ont pris conscience de ce fait, bien qu'il n'ait été reconnu officiellement qu'à travers les modèles de « croissance endogène » des 25 dernières années. Tant et si bien que la promotion de l'innovation est l'un des rares domaines dans lesquels l'ensemble des économistes s'accordent à penser que les gouvernements ont un rôle à jouer. Il est par conséquent impératif de disposer d'un environnement économique favorisant l'entrepreneuriat en général (pépinière de l'innovation) et l'innovation en particulier.

Mais comme nous le savons depuis la fin du XVIII^e siècle, l'innovation peut également engendrer de considérables bouleversements sociaux. De nouveaux produits et moyens de production remplacent les anciens. Cela peut avoir de lourdes conséquences sociales : tout d'abord au niveau de l'entreprise, dans la mesure où les anciennes structures disparaissent ou sont obligées de réduire leurs

effectifs, mais aussi au niveau local ou régional. Des branches d'activité tendent à se concentrer dans des régions spécifiques, de sorte que les chocs sectoriels ont tendance à se transformer rapidement en crises locales ou même régionales, mettant à mal les différentes communautés. Au bout du compte, ce sont bien évidemment les familles qui en subissent le contrecoup, confrontées à des pertes de revenus, à la nécessité d'émigrer ou d'entreprendre une complète reconversion, et à des changements parfois drastiques de leur mode de vie. Tout ceci peut déboucher sur un accroissement des inégalités sociales.

Cette situation fait naître deux problèmes : d'un côté, la prospérité matérielle n'est pas l'unique facteur qui influe sur le bien-être social. D'autres facteurs, comme la stabilité sociale, y jouent un rôle important. En tant qu'hommes politiques, nous devons prendre les deux en compte, en gardant toujours à l'esprit que les bénéfices de l'innovation sont permanents, alors que la plupart des coûts sociaux ne sont que temporaires. En tant que ministre de l'Économie et des Finances, ma mission spécifique consiste évidemment à encourager le changement et contrecarrer les habituelles résistances de la société.

Le deuxième problème, sans doute plus grave, est que la crainte des bouleversements sociaux aboutisse à freiner l'innovation ou le progrès économique. Les premières vagues d'innovation industrielle ont entraîné des troubles sociaux et la destruction des machines textiles par les luddites, des travailleurs qui, n'ayant pas le droit de vote, exprimaient par la violence leur angoisse face au progrès



Pedro Solbes

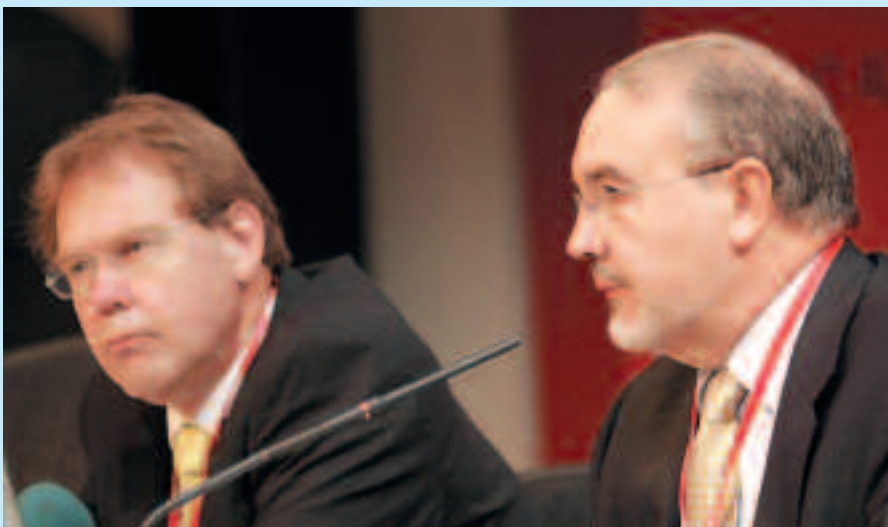
technologique. De nos jours, cette frustration est heureusement canalisée par le système politique. Néanmoins, si l'électorat est réticent vis-à-vis des avancées technologiques, le système politique risque davantage de générer des obstacles à l'innovation ou à l'activité entrepreneuriale.

Il nous revient par conséquent à nous, hommes politiques, de s'attaquer à ces deux objectifs en partie contradictoires et d'essayer d'aboutir à une issue positive pour l'ensemble de la société : une solution qui désamorce les inévitables tensions que l'innovation peut engendrer, en assistant les travailleurs licenciés et en les aidant à se reconvertir, ou en

appliquant une politique de redistribution qui atténue les effets éventuels de la mutation économique sur l'équité ; une solution qui facilite l'innovation en rendant la société mieux disposée à l'accepter.

Les acteurs sociaux, les syndicats et les organisations patronales peuvent soutenir les hommes politiques dans cette quête. En Espagne, nous avons consolidé un modèle de « concertation sociale » qui reconnaît aux représentants patronaux et syndicaux un rôle clé dans les réformes économiques et sociales. Ceux-ci ont fait preuve d'une grande compréhension et d'une ferme volonté de parvenir à des accords, ce qui a permis de faciliter nombre de ces réformes, tout à fait salutaires pour l'Espagne mais quelquefois douloureuses dans un premier temps.

En termes politiques, syndicat et patronat internalisent nombre d'intérêts contradictoires nés du changement économique, et se trouvent par conséquent en bonne position pour participer au processus de décision. Bien sûr, ceci ne délivre en aucun cas le gouvernement de ses obligations. C'est lui qui est en fin de compte responsable face aux citoyens. Et dans certains cas, des intérêts autres que ceux des travailleurs et des entreprises doivent aussi être pris en compte, en particulier ceux des contribuables. Mais globalement, le modèle de « concertation sociale » a très bien fonctionné : les relations de travail en Espagne ont été pacifiques ces dernières années, et les organisations syndicales et patronales ont généralement joué un rôle très constructif dans les efforts de réformes des derniers gouvernements.



(De gauche à droite) : Aart Jan de Geus et Pedro Solbes



Nous admettons que ce modèle ne vaut pas nécessairement pour tous les pays, et ce pour diverses raisons. Mais il a indubitablement été une composante essentielle de la relative réussite économique de l'Espagne ces dernières années.

Finalement, l'objectif est, avec des nuances, le même pour tous les pays : face au changement économique, aider ceux qui en sont victimes à en surmonter les effets secondaires négatifs afin d'éviter les perturbations et la résistance politique au changement, et ainsi faire en sorte que la société dans son ensemble puisse profiter des bénéfiques à long terme de l'innovation. Autrement dit, notre but doit être d'adoucir le processus de « destruction créatrice », de façon à en maximiser la part créatrice et à atténuer les conséquences de la destruction. Je pense que dans l'avenir, cela constituera un dossier majeur de la politique économique, et j'espère que les gouvernements et les partenaires sociaux s'en empareront avec succès. »

• • •

Un participant demande à Pedro Solbes son avis sur la tendance internationale à réduire les impôts sur les sociétés et les risques de nivellement par le bas qui pourraient résulter de la course aux investissements. Pedro Solbes considère que toute solution à ce problème doit être recherchée au niveau européen, c'est-à-dire dans le contexte de l'UE, où règne une volonté commune de lutter contre la fraude fiscale et la concurrence déloyale. ■



Aart Jan de Geus



Pedro Solbes

Innovation, propriété intellectuelle et investissement

Pour un futur novateur

- **MODÉRATEUR : TSUYOSHI NAKAI**, DIRECTEUR GÉNÉRAL, JETRO PARIS, COORDINATION DES AFFAIRES EUROPÉENNES
- **AKIRA AMARI**, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, JAPON
- **NANI BECCALI-FALCO**, PDG, GE INTERNATIONAL, BELGIQUE
- **PIER LUIGI BERSANI**, MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ITALIE
- **FRANCIS MER**, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE, SAFRAN



(De gauche à droite) : Pier Luigi Bersani et Akira Amari

Ouverture et protection sont deux caractéristiques clés de l'innovation, comme les participants ont pu le constater lors de cette session intitulée « Innovation, propriété intellectuelle et investissement ».

Nani Beccali-Falco résume par une question simple les enjeux élevés auxquels nous sommes confrontés : accepteriez-vous de prendre un avion fait de fausses pièces détachées n'ayant pas été soumises au contrôle rigoureux dont font l'objet les vraies pièces de marque ? Parallèlement, il reconnaît qu'une protection excessive des droits de propriété intellectuelle (DPI) dans certains secteurs, par exemple les produits pharmaceutiques, pourrait priver des millions de personnes des médicaments dont ils ont grand besoin.

Selon Akira Amari, pour que l'innovation ait un impact sur la croissance économique, il faut un environnement économique favorable à l'innovation, ce qui suppose trois choses : encourager l'innovation ; adapter les DPI pour favoriser une meilleure commercialisation des résultats de l'innovation ; et attirer les acteurs essentiels de l'économie mondiale en rendant l'environnement de l'investissement plus attractif.

Akira Amari souligne également le rôle fondamental de l'innovation pour relever les grands défis mondiaux comme le changement climatique. Mais la technologie ne suffit pas. Nous devons tendre vers un nouveau système d'éco-innovation associant les préoccupations environnementales au développement des entreprises. Il cite l'exemple du Japon qui a renforcé son efficacité énergétique en misant sur l'innovation technologique et en sensibilisant les citoyens face à la crise pétrolière des années 70, et qui la maintient depuis grâce à des innovations, comme les voitures hybrides. Akira Amari propose la création d'un plan pour le développement d'un système d'éco-innovation fondé sur les réussites des grands pays industrialisés, y compris le Japon. Il détaille aussi les efforts déployés par le Japon pour promouvoir une utilisation efficace du régime national de protection de la propriété intellectuelle en faveur des petites et moyennes entreprises, confiant des conseils que l'OCDE pourra offrir dans ce domaine.

Francis Mer distingue deux grands enjeux qui justifieraient une meilleure coordination de l'innovation au plan mondial : le changement climatique et le vieillissement de la population. Selon lui, ces phénomènes seront

vraisemblablement lourds de conséquences à long terme si l'on ne prend pas dès aujourd'hui des mesures concrètes. Et l'innovation est un outil décisif à cet égard.

L'innovation doit être coordonnée entre les autorités, et entre le secteur public et le secteur privé, précise Francis Mer, qui insiste sur la nécessité de fournir un effort collectif. L'éducation est indispensable au développement du potentiel humain au service de l'innovation. Francis Mer souligne également l'importance de la responsabilité des citoyens pour encourager l'élaboration de solutions novatrices par la formation et l'action.

Selon Pier Luigi Bersani, la mobilité croissante des entreprises exige de plus en plus un environnement favorable aux investissements. Il préconise une « nouvelle culture de l'innovation » et propose une évolution induite par les citoyens qui prendraient appui sur les entreprises, les universités et les groupes de citoyens. Par la déréglementation et une coopération internationale renforcée, les pouvoirs publics peuvent jouer un rôle en veillant à ce que l'innovation ne fasse pas l'objet d'un monopole. Citant l'exemple de l'Italie, Pier Luigi Bersani met en évidence



Tsuyoshi Nakai

les possibilités de réformes destinées à ouvrir de nouveaux marchés de l'innovation, ainsi que la nécessité d'une solide protection des droits de propriété intellectuelle.

Les accords bilatéraux conclus par l'Italie en ce qui concerne la contrefaçon et les DPI

vont dans le sens d'une telle protection, précise-t-il. Il préconise toutefois une certaine modération en matière de protection de la propriété intellectuelle. Une protection « excessive » risquerait en fin de compte d'entraver la diffusion des innovations en raison des craintes qu'inspireraient les litiges coûteux relatifs aux brevets ou licences.



Nani Beccalli-Falco

Nani Beccalli-Falco présente ce qu'il définit comme « un lien essentiel entre la liquidité et les droits de propriété intellectuelle » et affirme « qu'il y a plus d'argent dans ce monde que de bonnes idées à exploiter ». Selon lui, la liquidité et les investissements engendrent de l'innovation, mais celle-ci, pour être viable, doit aussi être appuyée par un système de DPI. À long terme, l'innovation ne sera pas seulement indispensable à la croissance économique, mais constituera également un atout décisif dont l'Europe a besoin pour demeurer compétitive face aux niveaux élevés des investissements technologiques de la Chine. Selon Nani Beccalli-Falco, l'un des moyens d'encourager l'innovation serait d'aider les petites et moyennes entreprises à combler l'écart entre brevets et production. Une protection excessive risque d'y faire obstacle, ajoute-t-il, citant comme un exemple classique les médicaments génériques.

Certains participants se demandent si le système de brevets, vieux d'un siècle, devrait être modernisé, et si la législation actuelle sur les DPI n'entrave pas le développement en empêchant le transfert de technologie, par exemple, ou en permettant de breveter de nouvelles souches de riz.

De nombreux intervenants ont défendu une approche ouverte et créatrice pour trouver un équilibre entre protection de la propriété intellectuelle et mesures d'incitation à l'investissement dans l'innovation.

Francis Mer reconnaît que la question du rapport entre DPI et développement n'a pas suffisamment été prise en compte. Selon lui, on n'a pas assez réfléchi aux conditions à mettre en place pour fournir aux entreprises les incitations minimums à se lancer dans la recherche et l'élaboration d'idées nouvelles, sans faire obstacle au développement.

Tsuyoshi Nakai résume la session en soulignant que la mondialisation a propulsé un certain nombre de défis au premier plan. Des problèmes comme le changement climatique ou une répartition des revenus de plus en plus inégale ne peuvent être résolus que par l'innovation. La promotion de l'innovation nécessite le soutien de la recherche publique et privée, un effort d'investissement dans l'éducation et la formation tout au long de la vie, et la libéralisation des marchés industriels. Elle nécessite aussi de trouver un meilleur équilibre entre une plus large diffusion de la technologie et la protection des droits de propriété intellectuelle. ■



Francis Mer

Forum 2007 en images





Panorama de la mondialisation



Panorama de la société
ISBN : 97892940328210
www.SourceOCDE.org/52540328210



Panorama des régions de l'OCDE
ISBN : 9789294010277
www.SourceOCDE.org/5254010277



Regards sur l'éducation
ISBN : 9789294035349
www.SourceOCDE.org/5254035349



Les pensions dans les pays de l'OCDE
ISBN : 9789294006881
www.SourceOCDE.org/5254006881



Le capital humain
ISBN : 9789294029101
www.SourceOCDE.org/5254029101



Panorama de la santé
ISBN : 9789294012846
www.SourceOCDE.org/5254012846

Titres disponibles sur SourceOCDE ou www.ocdelibrairie.org

Sécurité de l'énergie

Flux d'idées

- **MODÉRATEUR : PETER KEMP,** DIRECTEUR DE RÉDACTION, ENERGY INTELLIGENCE
- **THIERRY DESMAREST,** PRÉSIDENT, TOTAL
- **FRÉDÉRIC JENNY,** CONSEILLER EN SERVICE EXTRAORDINAIRE, COUR DE CASSATION, FRANCE
- **STANLEY REED,** CHEF DU BUREAU DE LONDRES, *BUSINESSWEEK*, ÉTATS-UNIS
- **DAIGEE SHAW,** PRÉSIDENT, INSTITUT CHUNG-HUA POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE, TAIPEI CHINOIS



Thierry Desmarest

Les intervenants s'accordent à dire que la sécurité énergétique représente un enjeu vital pour l'ensemble des pays. La demande mondiale de pétrole et de gaz augmente de façon constante, mais il est difficile de maintenir la production, ne serait-ce qu'à son niveau actuel. Les intervenants s'intéressent surtout à la production, tandis que les questions du public concernent la croissance de la demande d'énergie dans le monde.

Pour **Peter Kemp**, s'inquiéter de la sécurité énergétique revient en fait à s'inquiéter de « l'insécurité énergétique ». L'augmentation des besoins énergétiques, les ruptures d'approvisionnement dues aux distances de plus en plus grandes entre les lieux de production et les lieux de consommation, la nationalisation et l'instabilité politique suscitent de vives préoccupations. De surcroît, la production pétrolière et gazière ne peut suivre le rythme de croissance de la demande : pour un baril de pétrole ajouté aux réserves internationales, trois sont consommés. D'après les statistiques de l'Agence internationale de l'énergie, la consommation de pétrole devrait passer de 87 millions de barils par jour aujourd'hui à 116 millions d'ici 2030.

Stanley Reed souligne les difficultés auxquelles les pays producteurs sont confrontés. La capacité de l'Arabie Saoudite à augmenter la production n'est pas limitée par l'insuffisance

des réserves mais par le manque de personnel qualifié et de technologie. À Brunei, une nouvelle tige de forage peut prendre jusqu'à un an à obtenir. Par ailleurs, la récente tendance à la nationalisation ne présage rien de bon. Vu les prix élevés du pétrole aujourd'hui, de nombreux pays pétroliers sont désireux de renégocier les termes des contrats conclus avec les sociétés étrangères. Ces gouvernements pourraient réduire le nombre de contrats accordés aux exploitants étrangers, une menace pour la production. Des pays comme l'Iran et le Venezuela voient déjà leurs niveaux de production baisser en raison d'entraves au développement. Stanley Reed

redoute que la Russie aussi ne succombe bientôt à la tentation du « nationalisme pétrolier ».

Thierry Desmarest insiste sur le rôle essentiel des acteurs privés. Les cinq principales compagnies pétrolières assurent aujourd'hui 12 % de la production et représentent 25 % des investissements requis pour mettre en production de nouvelles réserves d'hydrocarbures. « Les sociétés privées sont seules capables de mettre en exploitation des gisements de pétrole les plus difficiles comme les sables pétroliers au Canada ou les gisements pétroliers en eaux profondes. Elles



(De gauche à droite) : Stanley Reed et Daigee Shaw

14 mai

sont les seules à savoir comment exploiter ces gisements de façon rentable. » Ce sont les prix élevés du pétrole brut qui incitent les grandes compagnies à investir dans ces réserves de pétrole non conventionnelles.

Frédéric Jenny fait observer que les mécanismes du marché sont également un facteur essentiel pour la sécurité énergétique et qu'ils pourraient contribuer à combler le fossé entre l'offre et la demande. Au Royaume-Uni, par exemple, une baisse de 5 % de la production gazière nationale a entraîné une hausse des prix sur le marché local et une chute de la demande intérieure. Mais un brusque fléchissement temporaire de la production en Suède n'a pas eu d'effet automatique sur la demande nationale, car les Suédois paient généralement leurs factures de gaz à l'année et n'ont pas immédiatement remarqué la différence de prix. Frédéric Jenny pense que la diversité est vitale pour la sécurité énergétique et que l'absence de monopole sur le marché de l'électricité, dans la distribution du gaz et les infrastructures de transport en est la condition.

Enfin, **Daigee Shaw** évoque les possibilités d'utiliser les énergies renouvelables pour pallier les pénuries d'énergie et limiter les émissions de CO₂. Cependant, il met en garde contre tout enthousiasme exagéré et insiste sur la nécessité de sélectionner soigneusement les énergies renouvelables. Selon lui, les biocarburants ne sont pas la solution : la production de biodiesel à partir d'huile de palme, par exemple, émet dix fois plus de carbone dans l'atmosphère que la production de pétrole. Mis au défi de nommer une énergie renouvelable valable, Daigee Shaw cite l'énergie hydraulique, qui a depuis longtemps fait ses preuves.



(De gauche à droite) : Thierry Desmarest et Frédéric Jenny

Les participants réclament qu'on leur présente des propositions concrètes, concernant notamment la demande et la consommation d'énergie et sont curieux de savoir qui serait prêt à payer pour une meilleure efficacité énergétique.

Thierry Desmarest pense qu'il faut à la fois diversifier les sources d'énergie et consentir un effort au niveau de la planète toute entière pour économiser l'énergie. Par exemple, la France a déjà fait beaucoup de progrès mais il reste d'immenses possibilités d'accroître l'efficacité énergétique dans des domaines tels que la construction de logements et de bureaux. Les transferts de technologie pourraient également s'avérer utiles dans les

pays asiatiques en développement rapide. Thierry Desmarest indique que sa société intègre déjà une estimation du coût des émissions de CO₂ lors du calcul de ses coûts d'investissement.

Selon Frédéric Jenny, un moyen de réduire la demande et de stimuler l'innovation nécessaire à la sphère énergétique consiste à mettre en place des mécanismes du marché plus transparents et réactifs, où les prix puissent être considérés comme des signaux fiables : l'industrie du transport aérien, par exemple, a déjà fait des économies de consommation de carburant en réaction à l'envolée des prix du pétrole. ■



Peter Kemp



Daigee Shaw

Innovation pour la croissance et la compétitivité

Le savoir primé

- **MODÉRATEUR : JOHN GAPPER**,
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT,
FINANCIAL TIMES
- **JOHN DRYDEN**, DIRECTEUR ADJOINT,
SCIENCE, TECHNOLOGIE
ET INDUSTRIE, OCDE
- **PIERRE LIAUTAUD**, VICE-PRÉSIDENT,
EUROPE OCCIDENTALE,
MICROSOFT EMEA
- **STEFAN OSCHMANN**,
PRÉSIDENT, EMAC, MERCK
- **BERNARD RAMANANTSOA**,
DIRECTEUR GÉNÉRAL, HEC, FRANCE
- **LENA WESTERLUND**, ÉCONOMISTE
INTERNATIONALE EN CHEF,
CONFÉDÉRATION SYNDICALE
DE SUÈDE



(De gauche à droite) : John Dryden et Pierre Liautaud

John Gapper observe que l'innovation affecte la société dans son ensemble, et que chacun en redemande, même si elle est parfois synonyme de changements ou de bouleversements. En Europe, le désir d'innover a deux origines : la jalousie devant la réussite économique américaine et la crainte vis-à-vis de pays comme la Chine ou l'Inde, qui peuvent fabriquer les mêmes produits plus rapidement et à moindre coût. Ainsi, de l'État, du marché ou des secteurs public et privé travaillant main dans la main, qui peut stimuler l'innovation et par quels moyens ?

Bernard Ramanantsoa soutient que dans un contexte de mondialisation, la compétitivité est toujours relative, aussi devons-nous accepter qu'il y ait des gagnants et des perdants. Si la société a le devoir de s'occuper des perdants, il lui faut aussi s'attacher à promouvoir la réussite à travers l'innovation. Il souligne deux facteurs essentiels de réussite au sein des pays européens : l'innovation dans les produits et procédés, et l'entrepreneuriat. Mais il est très difficile de trouver de vrais entrepreneurs. Même les étudiants issus des meilleures écoles de commerce optent pour la sécurité et les hauts salaires en travaillant dans des banques ou des sociétés multinationales plutôt que de s'exposer aux risques de s'installer à leurs comptes.

Bernard Ramanantsoa observe également qu'il est important pour les établissements d'enseignement supérieur d'avoir une dimension internationale, « ce qui suppose d'attirer les meilleurs professeurs, les meilleurs étudiants, et de collaborer avec les meilleures entreprises », ainsi qu'investir massivement dans la recherche. La société doit s'efforcer de protéger l'éducation et de garantir un accès égalitaire aux universités les plus cotées.

Pierre Liautaud, s'exprimant en qualité de dirigeant d'entreprise mais également en tant que père de cinq enfants, voit dans l'innovation non seulement une source d'amélioration technologique et de croissance économique, mais aussi un moyen de garantir un avenir durable. Microsoft, du fait de sa collaboration avec des entreprises de taille moyenne s'appuyant sur l'innovation, s'intéresse particulièrement à ses retombées. Il semble indispensable que ces sociétés disposent à la fois de capacités et des « actifs incorporels » que sont l'information et les connaissances. Pierre Liautaud met en avant deux moyens d'améliorer l'innovation et le potentiel de production en Europe : premièrement, des partenariats public-privé investissant davantage dans la recherche-développement (R-D), et deuxièmement des partenariats entre

institutions. La propriété intellectuelle devrait être considérée comme « un système d'incitation », par lequel les innovateurs pourraient s'assurer de la rentabilité des



Stefan Oschmann



(De gauche à droite) : Bernard Ramanantsoa et Lena Westerlund

investissements. Pierre Liautaud estime que l'Europe devrait développer une politique de promotion de la propriété intellectuelle, et notamment simplifier les procédures de brevets et combattre la contrefaçon.

John Dryden définit l'innovation comme l'introduction de nouveaux produits, procédés et modèles d'activité. Selon lui, la mondialisation et les avancées techniques, notamment dans les technologies de l'information et les bio- et nanotechnologies, ont accru son importance. Comment les pays de l'OCDE peuvent-ils améliorer leurs performances en matière d'innovation ? Il est essentiel de se focaliser sur l'innovation dans le secteur des services, qui représente aujourd'hui 70 % de la production de l'économie. Les investissements se sont fortement concentrés sur les biens incorporels, principalement les activités de R-D, les logiciels, la formation et les droits de propriété intellectuelle. Enfin, John Dryden fait valoir que l'innovation aidera à affronter des défis majeurs tels que le changement climatique, l'énergie et les services de santé. C'est pourquoi l'OCDE met en oeuvre une vaste stratégie d'innovation. Du côté de la production, davantage d'investissements devraient être consacrés à la R-D. Du côté de la demande, les gouvernements devraient encourager les environnements ouverts aux produits innovants et soutenir l'établissement d'un « environnement d'entreprise favorable à l'innovation ».

Stefan Oschmann appelle à un marché des services de santé plus ouvert à l'innovation en

Europe. Il fait observer que si les gouvernements des pays de l'UE encouragent la recherche médicale, dans le même temps, ils compriment les budgets de santé, limitent les revenus des nouveaux produits pharmaceutiques et imposent des mesures anti-compétitives qui entravent l'innovation. Stefan Oschmann fait l'éloge de la réglementation européenne qui a permis une harmonisation des autorisations commerciales et la centralisation des procédures d'homologation des médicaments au niveau communautaire. Mais par rapport au marché américain, le marché européen demeure fragmenté du fait de mesures nationales limitant les coûts, freinant l'introduction de nouveaux médicaments et créant des

distorsions dans l'accès des patients européens aux thérapies innovantes. Les entreprises doivent offrir un bon rapport qualité-prix et les gouvernements trouver l'équilibre entre accès et prix, mais cela ne doit pas se faire aux dépens de l'innovation.

Lena Westerlund conteste l'idée selon laquelle les économies hautement compétitives sont nécessairement inégalitaires : « plusieurs pays, comme le Danemark et la Suède, qui présentent de faibles inégalités de salaires, des taux d'imposition élevés et des négociations collectives solides, figurent fréquemment parmi les plus compétitifs au monde ».

Lena Westerlund souligne aussi la relation entre inégalité de revenus et éducation : certains pays disposant des meilleurs systèmes éducatifs présentent également de faibles inégalités sociales. L'innovation fait partie de l'équation. Il existe une forte nécessité de développer une culture de l'innovation : les gouvernements ne peuvent changer les comportements, mais ils peuvent stimuler l'innovation en corrigeant les défaillances du marché. Ils peuvent notamment créer un filet de protection pour les personnes qui prennent des risques, comme les investisseurs en capital-risque.

Les participants interrogent Stefan Oschmann au sujet des brevets et de l'accès aux médicaments vitaux dans les pays en développement. Il explique l'importance des brevets, les entreprises ayant besoin d'une « prime » pour recouvrer leurs frais de recherche et faire des bénéfices. Mais la plupart d'entre elles veillent à ce que des produits comme les traitements contre le VIH soient disponibles à prix coûtant dans les marchés les moins développés. ■



(De gauche à droite) : Pierre Liautaud, Stefan Oschmann et Bernard Ramanantsoa

Mondialisation et équité

Droit au partage

- **MODÉRATEUR : MARTINE DURAND**,
DIRECTRICE ADJOINTE, EMPLOI,
TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES,
OCDE
- **JUAN PABLO DE LAIGLESIA**,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,
AGENCE ESPAGNOLE POUR LA
COOPÉRATION INTERNATIONALE
- **MARTIN HIRSCH**, PRÉSIDENT, EMMAÜS,
FRANCE
- **JOHN ROTHER**, DIRECTEUR,
POLITIQUE ET STRATÉGIE, AARP
- **JOHN J. SWEENEY**, PRÉSIDENT,
FÉDÉRATION AMÉRICAINE DU TRAVAIL-
CONGRÈS DES ORGANISATIONS
INDUSTRIELLES



Juan Pablo de Laiglesia

Les effets ambigus de la mondialisation constituent le point de départ de cette session. De l'avis des participants, les statistiques attestent le rôle que joue la mondialisation dans l'élévation du niveau de vie, dans la stimulation de l'investissement et dans la réduction de la pauvreté. Cependant, le sentiment grandit que ces gains ne sont pas équitablement partagés et que le processus de mondialisation s'accompagne de mutations douloureuses qui doivent être prises en compte.

Martin Hirsch apporte un point de vue intéressant sur la situation des organisations non gouvernementales telle que la sienne. En effet, elles se retrouvent face à un paradoxe : la création de nouveaux emplois dans les pays en développement va à l'encontre des intérêts des personnes peu qualifiées dans les pays riches, comme celles que représente son organisation. Selon lui, une façon de concilier ces intérêts contradictoires consisterait à tester sur une petite échelle plusieurs dispositifs permettant d'offrir un emploi à des individus peu qualifiés qui, sinon, percevraient peut-être des prestations sociales. Si cette expérience se révélait satisfaisante, elle pourrait être appliquée à plus grande échelle.

Juan Pablo de Laiglesia se préoccupe davantage de la coopération internationale et de l'aide au développement. Tout en soulignant

les effets positifs des décisions récentes prises par les pays de l'OCDE, il fait observer que les ressources totales consacrées à l'aide au développement n'ont pas augmenté. L'attention accrue portée aux pays les plus défavorisés a conduit à négliger les pays à revenu intermédiaire, qui représentent pourtant 41 % de la population mondiale. Ces pays ont sans doute atteint un certain niveau de richesse et de stabilité politique, et c'est précisément pour cette raison que leur développement doit être encouragé. En effet, ils peuvent servir de moteur, de modèle pour les pays les plus pauvres, et être des partenaires privilégiés dans le cadre d'une « coopération horizontale », mais pour cela ils doivent encore bénéficier d'une assistance dans leur propre développement. Juan Pablo de Laiglesia fixe trois objectifs à poursuivre : la création d'institutions plus solides aptes à favoriser la cohésion sociale et à combattre la corruption ; la mise en œuvre de politiques fiscales qui apporteront les ressources nécessaires à la redistribution ; et le développement de l'enseignement technologique.

John Rother met à son tour l'accent sur la nécessité de politiques publiques efficaces. Il estime que la mondialisation et le vieillissement démographique provoquent des évolutions significatives dans les revenus des retraités et dans les systèmes de santé dans les pays

industrialisés. Les employeurs et les gouvernements sont en train d'adapter les prestations patronales et les systèmes de sécurité sociale pour faire face à une concurrence accrue et à des coûts en augmentation. Le résultat pour l'individu est souvent plus de risque et de responsabilité. Les garanties financières relatives à la retraite et au



John Rother



Martin Hirsch

secteur de la santé sont plus chères. Il en résulte une idée pernicieuse selon laquelle la concurrence entre générations pour des ressources limitées fait qu'une génération ne peut obtenir des avantages qu'au détriment d'une autre. On peut citer en exemple l'augmentation des impôts pour financer les retraites. John Rother rejette catégoriquement cette conception et affirme qu'il existe d'autres solutions qui sont équitables ; les gouvernements, les entreprises et les partenaires sociaux doivent trouver ensemble des nouvelles solutions garantissant des soins de santé et la sécurité financière pour tous. Ainsi, les travailleurs pourraient être affiliés par défaut à un régime de retraite à cotisations définies qui offrirait des instruments d'épargne

à ceux qui ne bénéficient pas d'un régime de retraite d'entreprise, ou bien des crédits d'impôt seraient mis en place pour aider les salariés à faible revenu à financer leurs plans d'épargne.

John J. Sweeney s'intéresse aux effets de la mondialisation sur la main-d'œuvre. Il souligne qu'aux États-Unis ce processus a aggravé les inégalités, puisqu'il n'a profité qu'aux entreprises et non aux particuliers ou aux travailleurs. Les États-Unis accusant les écarts de revenus les plus importants de la zone OCDE, il serait malavisé de prendre ce pays comme modèle. Le lien entre les salaires et la productivité a été brisé, ce qui compromet la cohésion sociale. Les États doivent donc

intervenir pour faire respecter les droits des travailleurs ainsi que les normes écologiques et pour promouvoir l'accès à l'enseignement et à la formation.

Martine Durand remarque que la plupart des solutions proposées restent à un niveau national, ce qui pose la question de leur applicabilité dans un contexte de mondialisation.

Dans l'auditoire, on déplore que la plupart des intervenants paraissent surtout soucieux du maintien du niveau de vie dans les pays de l'OCDE, et ne soulignent pas assez la nécessité d'encourager le développement dans les pays pauvres. John J. Sweeney insiste fortement sur le respect des engagements d'aide, particulièrement en ce qui concerne l'annulation de dettes.

Un autre participant s'inquiète du fait que la France souhaite adopter des politiques de libéralisation de marché qui n'ont pas réussi à diminuer les inégalités dans d'autres pays. À cela, tous les intervenants répondent qu'il est inutile d'essayer de revenir en arrière ; la seule chose à faire est de laisser chaque pays définir sa propre stratégie et développer une coopération plus solide. Pour terminer, un représentant d'Oxfam soulève la question des droits des travailleurs. Une solution envisageable à cet égard serait de tirer parti de la sensibilisation croissante des consommateurs aux conditions de travail dans les pays en développement, et d'en faire un puissant argument de vente, qui pousserait les consommateurs occidentaux à n'acheter que des produits provenant de fournisseurs connus pour leurs pratiques de travail équitables. ■



John J. Sweeney



Martine Durand à l'écran

Innovation et équité dans la région Asie-Pacifique

Flexibilité et rapidité

- **MODÉRATEUR : TOR TOLSTRUP**, ÉDITORIALISTE, *MORGENAVISEN JYLLANDS-POSTEN*, DANEMARK
- **SOUMITRA DUTTA**, DOYEN DES RELATIONS EXTÉRIEURES, INSEAD, FRANCE
- **JOHN P. HEARN**, VICE-PRÉSIDENT, UNIVERSITÉ DE SYDNEY, AUSTRALIE
- **GYEHYUN KWON**, VICE-PRÉSIDENT, SAMSUNG ELECTRONICS CO., LTD., CORÉE
- **PHILIPPE PETIT**, VICE-DIRECTEUR GÉNÉRAL, ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
- **YEN-SHIANG SHIH**, MINISTRE ADJOINT, MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, TAIPEI CHINOIS



Gye Hyun Kwon

Àu début de la session, **Tor Tolstrup** rappelle à l'auditoire que « l'innovation est primordiale pour une croissance durable, une meilleure équité et une plus grande stabilité sur le long terme », et que la région Asie-Pacifique ne fait pas exception à la règle. Des pays comme la Chine et l'Inde sont de plus en plus considérés comme de véritables acteurs de l'innovation mondiale, et les efforts considérables déployés par les marchés asiatiques émergents en matière de recherche-développement (R-D), de même que leur présence croissante dans les échanges de produits de haute technologie, témoignent de leur rôle clé sur ce plan.

D'après **John P. Hearn**, l'Australie a l'intention d'être « aux avant-postes et de jouer un rôle prépondérant » dans la région Asie-Pacifique et dans le monde. Elle devra pour cela confirmer et améliorer ses excellents résultats dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche, et tirer parti d'innovations récentes telles que les technologies liées à l'énergie solaire ou le traitement antibiotique pour guérir les ulcères gastriques, qui a valu le Prix Nobel aux

chercheurs qui l'ont mis au point. Mais la concurrence est rude et, tel le kangourou, son emblème national, l'Australie doit se montrer rapide et souple, capable d'adapter sa stratégie à l'environnement mondial sans oublier l'équité, la clé du succès. Selon John P. Hearn, « on pourrait imaginer qu'à l'avenir le 'E' de

OCDE ne signifie pas seulement économique, mais aussi éducatif, environnemental et équitable ».

Soumitra Dutta dévoile le « secret de la Silicon Valley » en matière d'innovation : des idées, du talent et des capitaux. Puis il indique



Soumitra Dutta à l'écran

aux pays, aux universités et aux entreprises comment obtenir que ce « triangle magique » fonctionne. Aux pays, il conseille de faire de leur culture unique un « atout concurrentiel », et de renforcer leur pouvoir d'attraction sur les citoyens du monde entier et leur capacité à les intégrer ; aux universités, il recommande d'étoffer leurs enseignements pour ce qui est des compétences en matière d'exercice de responsabilités, de communication et d'organisation ; et aux entreprises, il préconise de défendre des valeurs fortes, de réduire les écarts culturels et de favoriser la création d'un esprit d'entreprise collectif, afin de résoudre le problème d'intégration et de retenir les talents.

Gyehyun Kwon explique que l'innovation est la clé du succès de Samsung. Selon lui, l'innovation représente un état d'esprit, une force motrice permettant de transformer une crise potentielle en opportunité nouvelle. Le modèle d'entreprise est le fruit d'évolutions résultant de crises successives. La crise asiatique de la fin des années 1990 a poussé l'entreprise à se réorganiser en profondeur, à placer l'innovation au cœur du modèle d'entreprise et à augmenter l'investissement dans la R-D. Samsung a pu étendre ses compétences globales grâce à une structure commerciale équilibrée, allant des semi-conducteurs aux télévisions. Cela a résulté en une formidable source d'innovation à un moment où la révolution numérique bouleversait les modèles traditionnels d'entreprises et leur environnement. Samsung a répondu et intégré ce changement avec la flexibilité, la rapidité et l'ouverture aux idées nouvelles qui caractérisent une perspective véritablement globale pour le développement durable.

Philippe Petit signale que les pays asiatiques deviennent de plus en plus un « centre



Yen-Shiang Shih

mondial de l'innovation » : la part du PIB consacrée à l'innovation atteint 3 % en Corée, la Chine pense atteindre les 2,5 % d'ici à 2020, et l'Inde 2 % en 2012. Cette tendance est illustrée par la présence de nouveaux centres de R-D d'excellence et de ressources humaines abondantes. Elle se traduit également par une forte hausse du nombre d'innovations brevetées à l'échelle internationale. Philippe Petit remarque cependant que l'innovation n'est pas un processus uniforme en Asie. Le système éducatif ne forme pas toujours des ingénieurs à la hauteur et leur spécialisation se fait sur les produits ou les services, mais rarement sur les deux à la fois. Enfin, selon Philippe Petit, l'instauration de droits de propriété intellectuelle efficaces

conditionne le succès du développement de ces pays.

Yen-Shiang Shih souligne combien le fait que le Taipei chinois n'ait pas mis plus tôt l'accent sur l'innovation, est un frein pour la croissance, la compétitivité et l'emploi. En conséquence, le pays met aujourd'hui en œuvre une politique d'innovation axée sur le secteur des technologies de l'information (TI), « le moteur essentiel » de l'économie. Après avoir procédé à une analyse rigoureuse des différentes étapes de la chaîne de valeur, les entreprises concentrent désormais leurs efforts de R-D sur la conception des composants dans le domaine des technologies de l'information. Un environnement social créatif et dynamique est crucial pour assurer la pérennité d'un système d'innovation ouvert. Le Taipei chinois crée cet environnement grâce à un fort taux d'instruction de la population, et ses 80 000 chercheurs le placent parmi les quinze pays les plus innovants du monde. À l'avenir, le Taipei chinois mise sur l'innovation pour améliorer l'équité, la qualité de vie et l'environnement.

En réponse aux questions du public concernant l'utilisation de l'innovation pour réduire la pauvreté, Gyehyun Kwon déclare que les initiatives des entreprises en matière de responsabilité sociale ont précisément pour but de remédier à ce problème, et que sa propre entreprise participe activement à ce type d'initiatives dans le monde entier. Pour John P. Hearn, l'accès généralisé à un enseignement primaire et secondaire de qualité est la clé de l'équité. ■



(De gauche à droite) : Soumitra Dutta et John P. Hearn

Innovation et accès aux services de santé

Des droits de brevet aux droits humains

- **MODÉRATEUR : JEAN-MARC VITTORI**, ÉDITORIALISTE, *LES ÉCHOS*, FRANCE
- **ALAN BRYDEN**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, ORGANISATION INTERNATIONALE DE NORMALISATION
- **JUAN PABLO DE LAIGLESIA**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, AGENCE ESPAGNOLE POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE
- **GONZALO FANJUL SUÁREZ**, DIRECTEUR DES RECHERCHES, INTERMÓN OXFAM, ESPAGNE
- **THOMAS WELLAUER**, MEMBRE DU COMITÉ DE DIRECTION, DIRECTEUR DES CORPORATE SERVICES, NOVARTIS



Thomas Wellauer à l'écran

« Cette session est la plus importante du Forum » déclare en ouverture **Jean-Marc Vittori**, « car la santé est notre principale richesse ». Les dépenses de santé représentent environ 10 % du PIB dans les pays de l'OCDE et on peut être à peu près sûr qu'elles vont augmenter. « Dans dix ans, peut-être dépenserons-nous moins pour les technologies de l'information, pour nos voitures et pour nos vacances, mais nous dépenserons certainement plus pour notre santé. »

Les innovations et les réussites dans le secteur de la santé sont multiples, mais ce secteur est aussi une source de sérieux problèmes. Les inégalités dans l'accès aux soins, en particulier aux médicaments, posent un dilemme tant dans les pays en développement que dans les pays de l'OCDE. D'autres questions comme la mesure de la productivité des hôpitaux constituent d'autres défis, de nature différente mais importants également.

Nous avons besoin d'un nouveau « contrat social » pour assurer un accès équitable des populations les plus pauvres du monde aux services de santé : tel est le message entendu par l'assistance. **Gonzalo Fanjul Suárez** s'insurge contre le prix « exorbitant » des médicaments dans les pays en développement et fait part de la nécessité de poursuivre intensément la production de médicaments génériques.

Selon **Gonzalo Fanjul Suárez**, « nous devons trouver un mécanisme pour rétablir l'équilibre entre rentabilité et adéquation aux besoins ». Il voit dans le brevetage et la tarification des médicaments des éléments essentiels à la résolution des problèmes que posent l'accès aux traitements et les médicaments contrefaits qui sont inefficaces. La classe moyenne contribue pour l'essentiel aux bénéfices des plus grandes sociétés pharmaceutiques. Ainsi, en Amérique latine, l'utilisation de médicaments délivrés sur ordonnance augmente de 20 % par an, grâce à une classe moyenne croissante qui souffre

de plus en plus de maladies typiquement occidentales. La recherche se consacre donc au traitement de l'obésité, des maladies cardiovasculaires, du diabète et même de la calvitie, tandis que seulement 10 % des crédits de recherche sont alloués aux maladies qui affectent 90 % de la population mondiale, comme le paludisme, la lèpre et la maladie du sommeil. Ce fossé, connu sous le nom de « déséquilibre 10/90 », n'est pas seulement présent dans les pays en développement. En effet, dans les États développés, les personnes âgées disposant de revenus limités peuvent se voir prescrire un médicament



(De gauche à droite) : Gonzalo Fanjul Suárez et Thomas Wellauer

générique moins cher, bien qu'il puisse aussi être de qualité inférieure.

Thomas Wellauer défend l'industrie pharmaceutique en faisant observer que neuf médicaments sur dix sont élaborés par les sociétés pharmaceutiques, et pas par les gouvernements, et que 95 % des médicaments répertoriés par l'OMC ne sont pas brevetés. Les sociétés pharmaceutiques sont souvent diabolisées, mais elles ont été le moteur de l'innovation, et c'est l'innovation qui a permis la mise au point de traitements contre grand nombre de maladies, y compris la tuberculose, le paludisme ou le lèpre, qui devraient être éradiquées d'ici quelques années. Ce dont les gens n'ont pas conscience, c'est du niveau de risque de ces activités. Les sociétés pharmaceutiques doivent se protéger contre les pertes comme n'importe quelle entreprise, et elles ont besoin de l'aide des gouvernements et des ONG pour pouvoir s'aventurer plus loin dans l'élaboration de traitements contre les maladies négligées. Selon Thomas Wellauer, « on a besoin de partenariat ». Les sociétés pharmaceutiques ne peuvent pas y arriver toutes seules.

La discussion s'est axée en grande partie sur le coût des médicaments et sur la nécessité de recadrer les priorités de recherche. **Alan Bryden** estime néanmoins qu'au-delà de l'importance majeure de ces questions, y répondre ne résoudrait pas tous les problèmes. La sécurité représente un autre critère de qualité des services de santé. L'efficacité est indispensable à la prévention de la maladie et à la santé globale des populations de la planète. En tant que secrétaire général de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), Alan Bryden a pour mission de garantir la diffusion et le respect de normes volontaires de bonnes pratiques.



(De gauche à droite) : Alan Bryden et Juan Pablo de Laiglesia

Jusqu'à maintenant, l'ISO a établi 16 000 normes reconnues au niveau international. Dans le domaine de la santé, elle a fixé des normes relatives aux laboratoires, aux établissements de santé, aux fabricants de médicaments et aux appareils médicaux. L'ISO a mis en place un cadre consensuel pour la télémédecine (utilisation des technologies de l'information et de la communication pour dispenser des soins cliniques) et l'application médicale des nanotechnologies. Concernant les pays en développement, le fait d'y inculquer les bonnes pratiques aide à garantir la sécurité et l'efficacité de la chaîne logistique.

Juan Pablo de Laiglesia insiste sur le fait que « la santé est un droit humain ». Il reconnaît l'importance des innovations technologiques citées par Alan Bryden, mais considère qu'elles sont très éloignées des vicissitudes que subissent quotidiennement les patients du monde en développement. Là-bas, la distribution des médicaments est un problème plus pressant ; les médicaments sont

disponibles, mais les mettre à portée des patients peut frôler l'impossible. Ce problème concerne non seulement la recherche et l'équité des prix, mais également les infrastructures. L'Agence espagnole pour la coopération internationale poursuit les Objectifs du millénaire pour le développement des Nations unies, parmi lesquels figurent la lutte contre les pandémies et l'amélioration de l'accès à la santé dans les pays en développement. Juan Pablo de Laiglesia s'accorde avec les autres panélistes sur le fait que l'équité des prix et le déséquilibre 10/90 restent d'énormes obstacles. De nouvelles stratégies sont nécessaires, et les secteurs public et privé doivent collaborer encore plus étroitement.

Un intervenant du public souligne la nécessité de partager la responsabilité pour l'accès aux services de santé. Il s'interroge sur le niveau de partenariat entre pays développés et pays en développement, et sur la façon dont les sociétés pharmaceutiques aident ces derniers.



(De gauche à droite) : Juan Pablo de Laiglesia, Gonzalo Fanjul Suárez et Thomas Wellauer

Thomas Wellauer cite l'Institut Novartis pour les maladies tropicales comme un bon exemple de partenariat. Fondé par Novartis, la Fondation Gates et le gouvernement de Singapour, cet institut développe de nouveaux traitements contre la tuberculose multirésistante, la dengue et le paludisme, trois maladies dépourvues d'attrait commercial mais qui revêtent une importance capitale dans les pays en développement.

En réponse à une question sur la lutte contre la contrefaçon de médicaments, Thomas Wellauer considère que les gouvernements, les sociétés pharmaceutiques, les réseaux de distribution et les pharmacies doivent agir ensemble pour résoudre ce problème grave. Les nouvelles technologies aideront aussi. ■

Marchés ouverts et investissement

Affaires à l'échelle mondiale

- **MODÉRATEUR : FRANÇOISE CROÛIGNEAU**, RÉDACTRICE EN CHEF INTERNATIONAL, *LES ÉCHOS*, FRANCE
- **AGNÈS BÉNASSY-QUÉRÉ**, DIRECTRICE, CEPII, FRANCE
- **LUC CORTEBEECK**, PRÉSIDENT, CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS CHRÉTIENS DE BELGIQUE
- **CAROLYN ERVIN**, DIRECTRICE, AFFAIRES FINANCIÈRES ET ENTREPRISES, OCDE
- **IRINA KIBINA**, VICE-PRÉSIDENTE, RESPONSABLE CORPORATE ET RELATIONS INVESTISSEURS, EVRAZ
- **CHRISTOPH MATZNETTER**, SECRÉTAIRE D'ÉTAT, MINISTÈRE FÉDÉRAL DES FINANCES, AUTRICHE
- **HAMISH MCRAE**, RÉDACTEUR ADJOINT, *THE INDEPENDENT*, ROYAUME-UNI



Christoph Matznetter

Françoise Crouigneau lance le débat en faisant remarquer que l'attitude des gouvernements face à l'investissement direct peut être ambivalente : les investissements créant des emplois sont les bienvenus, alors que les OPA sur des sociétés nationales ne le sont pas forcément. On en appelle souvent à la protection des secteurs stratégiques, encore faudrait-il définir ce qu'est un secteur jugé stratégique.

Agnès Bénassy-Quéré souligne que la majorité des flux de capitaux, en très forte augmentation ces dernières années, ont pris la « mauvaise » direction, se détournant des pays en développement pour aller réduire l'énorme déficit courant des États-Unis. Les systèmes financiers des pays en développement souffrent souvent d'une surveillance insuffisante, de la faiblesse des systèmes judiciaires et d'autres carences qui réduisent leur attractivité aux yeux des investisseurs locaux. Des mesures visant à renforcer les systèmes financiers du monde en développement pourraient mener au cercle vertueux de l'augmentation des investissements de l'étranger et des revenus.

Christoph Matznetter s'intéresse d'abord aux questions d'égalité au niveau national

dans le contexte de la mondialisation. Les gouvernements ne devraient pas avoir simplement pour premier objectif l'augmentation du revenu national, mais l'amélioration du niveau de vie. L'Autriche s'est davantage ouverte aux investissements, mais malgré l'effet positif sur le revenu national

d'une telle libéralisation, il y a eu un manifestement des gagnants et des perdants. Si la rentabilité du capital a rapidement augmenté, les salaires ont stagné, ce qui a considérablement réduit la part du travail dans le revenu national. Christoph Matznetter affirme que « les gagnants doivent aider les



(De gauche à droite) : Françoise Crouigneau et Irina Kibina

perdants » et propose un ensemble d'initiatives, dont l'augmentation de l'impôt sur les sociétés, le renforcement des droits des travailleurs et une protection accrue de la part de l'État providence.

Luc Cortebееck plaide en faveur d'« investissements socialement responsables » rapportant à ceux qui se trouvent au bas de l'échelle des revenus. Une simple approche de laisser-faire s'avère insuffisante pour atteindre cet objectif ; le gouvernement doit intervenir pour garantir des normes minimales de travail. Luc Cortebееck affirme que les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales ont constitué une avancée cruciale dans la poursuite de cet objectif, étant donné qu'ils sont le fruit de négociations entre de multiples parties prenantes. Les codes volontaires des entreprises en matière de responsabilité sociale ont une efficacité limitée, et les gouvernements doivent donc mettre en vigueur des normes du travail appropriées et instaurer des règles plus contraignantes à l'égard des activités des investisseurs, y compris les fonds spéculatifs et les fonds de capital-investissement.

Irina Kibina déplore « une idée préconçue et erronée » qui prévaut dans les pays de l'OCDE, selon laquelle ces pays auraient le monopole des « meilleures pratiques » en matière de gouvernement d'entreprise et de responsabilité sociale des entreprises. Elle appelle plutôt à des pratiques mondiales mêlant les approches de différentes cultures d'entreprise. En outre, elle juge contreproductive l'attitude souvent critiquée de la presse de nombreux pays de l'OCDE vis-à-vis des entreprises russes, ukrainiennes et chinoises. Ces dernières ont fait de grands progrès dans le développement



Agnès Bénassy-Quéré



(De gauche à droite) : Luc Cortebееck et Carolyn Ervin

de leurs pratiques commerciales, et il serait plus profitable de prendre acte de cette évolution que de se livrer à des critiques systématiques qui sapent le moral des entreprises et inhibent leur volonté de progresser dans le futur.

D'après **Hamish McRae**, les puissances économiques, issues de la révolution industrielle, connaissent un revirement de situation avec la montée des BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), indiquant un changement en profondeur dans l'équilibre mondial des pouvoirs politique, économique et culturel. Mais tous les pays occidentaux ne sont pas perdants : ainsi, le Royaume-Uni s'est rallié avec enthousiasme à la mondialisation, si bien que Londres se trouve au cœur des flux mondiaux de capitaux et que le niveau de vie moyen des citoyens britanniques a fortement augmenté. Mais trois sujets clés restent en suspens quant à l'avenir de l'économie mondiale : le redéploiement en cours des flux de capitaux, les marchés publics étant supplantés par les sociétés de capital-investissement ; les effets potentiels d'une prochaine récession ; et la montée du sentiment protectionniste dans le monde développé.

Carolyn Ervin concède que des problèmes comme la défaillance des mécanismes institutionnels, le manque de responsabilité des entreprises et le spectre grandissant du protectionnisme sont bel et bien réels. Mais l'OCDE est idéalement placée pour aider à les régler, étant donné le dialogue multilatéral de grande envergure entre ses 30 pays membres et les nombreuses consultations avec d'autres pays. Elle met en avant les effets bénéfiques de trois initiatives clés : le développement du gouvernement d'entreprise, la responsabilité sociale des entreprises et les principes directeurs en matière de politique d'investissement. D'après l'OCDE, la meilleure

approche pour attirer les investissements consiste à renforcer les institutions, étant donné que la plupart des entreprises multinationales préfèrent un climat d'investissement similaire à celui de leur pays d'origine. On peut donc juger infondée la crainte d'un « nivellement vers le bas », qui verrait les pays réduire la protection des travailleurs afin de rester compétitifs à l'échelle mondiale.

Le public s'interroge sur le rôle croissant des sociétés de capital-investissement et sur la façon dont elles sont réglementées. Luc Cortebееck reconnaît que le déficit de réglementation est un véritable problème, en particulier à cause des hauts niveaux d'endettement de certaines de ces sociétés. Mais Hamish McRae est d'accord avec une remarque du public, à savoir que si l'on comble la « faille » du capital-investissement, il sera remplacé par des particuliers fortunés qui n'auront de comptes à rendre à personne. ■



Hamish McRae

Innovation sur les marchés financiers

Choix capital

- **MODÉRATEUR : JOHN THORNHILL**,
RÉDACTEUR, ÉDITION EUROPÉENNE,
FINANCIAL TIMES, ROYAUME-UNI
- **ADRIAN BLUNDELL-WIGNALL**,
DIRECTEUR ADJOINT, AFFAIRES
FINANCIÈRES ET DES ENTREPRISES,
OCDE
- **FRANCISCO GONZÁLEZ RODRÍGUEZ**,
PDG, BBVA, ESPAGNE
- **MARC LITZLER**,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ,
CALYON, FRANCE
- **JOHN MONKS**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,
CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE
DES SYNDICATS



Francisco González Rodríguez

John Thornhill entame la session en attirant l'attention sur une expression des plus dangereuses dans le secteur financier : « cette fois, c'est différent ». Il souligne ensuite qu'un changement fondamental semble néanmoins s'être produit ces dernières années dans la nature des marchés de capitaux. Tout porte à croire que l'innovation sur ces marchés va lisser les cycles conjoncturels, stimuler la productivité, générer des emplois et de la rentabilité. Pourtant

l'image que donnent ces marchés est plutôt contraire à cette idée. Pourquoi l'écart entre la théorie et la réalité s'est-il autant creusé ?

Marc Litzler défend ardemment les instruments financiers innovants car ils jouent un rôle positif dans le monde d'aujourd'hui mais il reconnaît que certains se demandent s'ils génèrent véritablement de la valeur ou simplement de juteuses commissions pour quelques acteurs financiers. Il retrace l'histoire

du secteur bancaire et décrit la façon dont on est passé de la banque de dépôt à la banque d'investissement grâce à la montée en flèche des marchés de capitaux, la gestion de portefeuille et des fonds communs de placement.

Les banques d'investissement à l'échelle mondiale sont désormais le point de rencontre entre l'investissement et les besoins financiers. Marc Litzler insiste sur le fait que la banque doit être flexible et réactive face à l'évolution des marchés. Nous vivons dans un monde où de forts déséquilibres existent selon les zones géographiques et où nous devons faire face à de nouveaux enjeux, tel la nécessité d'assurer des systèmes de pension viables pour une population vieillissante. Les banques doivent aussi diversifier leurs activités en termes de localisation géographique et développer de nouveaux produits comme les « dérivés sur tables de mortalité » pour répondre à ces enjeux. L'innovation financière peut aider à stimuler les rendements sur épargne et transformer les richesses en rente de retraite, par exemple. « C'est la clé du développement futur » affirme-t-il.

John Monks souligne la façon dont le secteur financier est devenu un des secteurs économiques les plus rentables et dynamiques au monde. Mais tout en reconnaissant les aspects positifs de cette évolution, en particulier



Marc Litzler

en termes d'emploi et de niveau de rémunération, il émet de sérieuses réserves quant aux innovations financières. « Il n'est pas facile d'attirer les capitaux pour des projets à long terme et risqués » fait-il remarquer. « Le risque est simplement reporté sur les autres... L'innovation dans le secteur des services financiers rime souvent avec fonds à haut rendement, fiscalement avantageux et situés aux Antilles. »

John Monks se montre très critique vis-à-vis de la culture des fonds de capital-investissement car ils exigent un rendement de capital d'au moins 15 % voire parfois 27 %. « Ces rendements sont souvent obtenus par ingénierie financière et ne créent donc pas de nouveaux services ou produits. » Selon lui, ce modèle est dangereux parce qu'il « gaspille la valeur au lieu de la libérer ». En proférant la menace « si nous ne pouvons pas le faire ici, nous pouvons aller ailleurs », les fonds de capital-investissement créent des distorsions au sein de l'économie. Pour John Monks, « on peut vraiment craindre que ces innovations aient une influence négative sur la responsabilité des entreprises ».

Francisco González Rodríguez décrit avec réalisme les bienfaits et les dangers que peuvent présenter des innovations financières. En effet, les innovations financières, comme les instruments financiers dérivés ou les opérations bancaires par Internet, contribuent à la mise en place d'un nouveau modèle qui réduira radicalement les coûts et permettra à plus de gens d'accéder au système bancaire. Mais cela ne va pas sans risque. Qu'arrivera-t-il en cas de choc économique majeur ? « Le problème



Adrian Blundell-Wignall à l'écran

c'est que la plupart de ces nouveaux instruments financiers dérivés se fondent sur des modèles qui n'ont pas été testés dans la réalité... Si quelque chose dérape, ce sera certainement un carnage. »

La déréglementation a été une aubaine pour les preneurs de risques mais elle a aussi brouillé la vision du monde financier. « Il n'y a pas assez de transparence, ni d'informations et le décalage entre la sphère réelle de l'économie et les indices financiers se creuse ».

Néanmoins, « il est déjà trop tard pour revenir en arrière » selon Francisco González Rodríguez. L'innovation doit jouer un rôle clé en préparant les institutions du futur et en

les aidant à tirer avantage des opportunités d'un marché mondial fortement concurrentiel.

Adrian Blundell-Wignall prévient que le principal risque que court le système financier ne réside pas dans le capital-investissement ou dans les fonds d'arbitrage mais dans l'énorme bulle de liquidité qui est apparue en Chine. En subventionnant le prix de l'énergie et en empêchant leur taux de change d'augmenter, des pays émergents comme la Chine inondent le marché américain de produits bon marché qui maintiennent l'inflation à un taux artificiellement bas et génèrent un énorme excédent courant à l'origine de la faiblesse sans précédent des taux d'intérêt. Mais de tels déséquilibres ne peuvent pas durer indéfiniment.

Contrairement à John Monks, Adrian Blundell-Wignall soutient que les fonds d'arbitrage et le capital-investissement « jouent un rôle très positif » car ils drainent de la liquidité vers des actifs et des entreprises mal valorisés. Ils sont également en première ligne lorsqu'il s'agit de restructurer des sociétés qui doivent entrer en concurrence avec la Chine et ses produits subventionnés. Le capital-investissement sauve des emplois en sauvegardant des entreprises.

Un participant demande si le marché européen des produits de base joue un rôle dans la baisse des subventions agricoles. Marc Litzler explique que la récente hausse des marchés dérivés est liée au coût de l'énergie et que les marchés des produits de base hors métaux, tels que celui des céréales, jouent très peu en Europe, surtout en France. Ils ont donc peu de chances d'avoir une influence significative. ■



John Monks

Innovation, équité et investissement dans la région MENA

Perspectives prometteuses

- **MODÉRATEUR : MICHEL OGRIZEK**, DIRECTEUR GENERAL, MGROUPE
- **DOMINIQUE BAUDIS**, PRÉSIDENT, INSTITUT DU MONDE ARABE
- **MARTIN BERLIN**, PRÉSIDENT DES OPÉRATIONS, TATWEER, ÉMIRATS ARABES UNIS
- **RAINER GEIGER**, RESPONSABLE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT MENA-OCDE, DIRECTEUR ADJOINT, AFFAIRES FINANCIÈRES ET DES ENTREPRISES, OCDE
- **OMAR HIJAZI**, PDG, TEJARI, ÉMIRATS ARABES UNIS



(De gauche à droite) : Dominique Baudis et Martin Berlin

Pour **Rainer Geiger**, les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord qui bordent la mer Méditerranée, aussi connus sous l'appellation MENA, représentent une « chance sans précédent » de développement économique et d'innovation. Cette région est toutefois encore en butte à des problèmes majeurs, notamment un taux de chômage élevé (il faudrait créer environ 100 millions d'emplois d'ici à 2020 à la seule fin de maintenir le niveau d'emploi actuel), un manque de culture d'entreprise et de très fortes inégalités en dépit d'une grande richesse. Cette région souffre également d'une image négative dans les médias.

Rainer Geiger présente l'Initiative MENA-OCDE comme une innovation remarquable et un moyen de développer les infrastructures et de mettre en œuvre des politiques de développement grâce au partenariat public-privé. Cette Initiative devrait donc attirer des investissements et encourager l'innovation. Il insiste sur l'importance de développer un réseau d'entreprises dans le but de stimuler l'innovation à l'échelon local. Il importe en outre d'améliorer l'échange d'informations, les contacts avec les investisseurs étrangers, et

les modèles participatifs. Il fait observer que « la productivité du travail augmente si les travailleurs sont considérés comme des acteurs du changement ».

Les Émirats Arabes Unis comptent parmi les acteurs les plus innovants du Moyen-Orient. **Omar Hijazi** évoque le classement 2007 de l'innovation mondiale établi par le magazine World Business en partenariat avec l'Institut européen d'administration des affaires (INSEAD), qui situe les Émirats Arabes Unis en quatorzième position des pays les plus innovants au monde. C'est le seul pays à figurer dans les 15 premières places qui ne soit ni européen, ni asiatique, ni nord-américain. L'impressionnante croissance de Dubaï en est l'exemple le plus évident. La ville se flatte d'abriter le siège de l'un des plus grands promoteurs immobiliers du monde, Emaar Properties, et de l'un des plus importants opérateurs portuaires internationaux, DP World.

Omar Hijazi compare sa société Tejari à « l'e-bay du Moyen-Orient ». Elle est pionnière dans le secteur du commerce électronique interentreprises. Il attribue le succès de Tejari

à sa décision d'aller à l'encontre de la tendance dominante dans cette région (qui consiste à investir dans des projets à court terme qui rapportent rapidement), en privilégiant des



Omar Hijazi



projets viables sur le long terme. Il affirme que la recherche d'un gain rapide a en définitive pour effet de retarder l'innovation. La stratégie de Tejari consiste notamment à accorder des franchises à des entreprises locales. On en dénombre aujourd'hui près de 80 000.

Martin Berlin, Président des opérations de Tatweer, Émirats Arabes Unis et membre du Dubai Holding, souligne que la main-d'œuvre qualifiée est indispensable à l'innovation. Selon lui, « le succès du développement stratégique ne peut pas uniquement dépendre de résultats remarquables dans les secteurs économiques. D'autres moyens de stimuler la croissance, tels que le capital humain, doivent aussi être mobilisés ». L'amélioration de la stratégie repose sur un investissement vigoureux et continu dans le capital humain, y compris le développement des capacités de leadership.

Malgré de telles mesures, Martin Berlin est convaincu que l'innovation n'est pas possible tant que les infrastructures adaptées ne sont pas en place. En effet, les infrastructures attirent l'investissement qui, à son tour, stimule l'innovation. Cela étant, quand peut-on parler de réelle innovation ? Trop souvent, on opte pour la solution de facilité en appliquant les modèles qui ont fait leurs preuves dans le passé. Et c'est un « choix désastreux », selon lui, car l'innovation est tout sauf une opération de « couper-coller ».

Dominique Baudis cite les Nations unies : « le monde arabe est plus riche que développé », mais nuance cette assertion en déclarant que la région est en train de réinventer son avenir. À terme, le pétrole ne pourra plus être l'unique solution. Les pays de

la région MENA se tournent donc vers d'autres possibilités d'investissement, celles qu'offrent les secteurs du tourisme et de l'audiovisuel, par exemple. Dominique Baudis insiste également sur le fait que la situation des femmes dans la région MENA bloque le développement. La question a d'ailleurs été abordée à plusieurs reprises lors de la séance de questions-réponses avec le public. Des progrès ont toutefois été faits, comme en atteste l'exemple du Maroc et de la Tunisie qui s'efforcent d'améliorer l'image de la femme dans la société. Quant à l'Institut du monde arabe qu'il préside, Dominique Baudis souligne que son rôle n'est ni politique ni économique, mais il peut favoriser le dialogue et la coopération.

Une des questions du public concerne le système bancaire islamique qui obéit aux

règles de la Charia. Ces règles ne sont-elles pas trop restrictives et comment ces banques se positionnent-elles sur la scène internationale ?

Michel Ogrizek suggère d'envisager plutôt le monde musulman dans son ensemble, qui offre d'immenses opportunités pour la banque islamique, notamment en Asie du Sud-Est et en Afrique subsaharienne. Quant aux contraintes, Omar Hijazi ne les considère pas comme « restrictives ».

La question est posée de savoir quels modèles réussissent le mieux à stimuler le changement ? Les intervenants s'accordent pour dire qu'on ne peut pas s'en tenir à un modèle en particulier. Si l'on considère la réussite de la Chine, de l'Inde et de Singapour en termes d'innovation, le postulat selon lequel le système démocratique occidental est le modèle idéal garant de la croissance, peut être contesté. Selon Omar Hijazi, ni Dubaï, ni Singapour n'auraient pu se développer aussi vite sous un tel régime démocratique. Rainer Geiger est néanmoins convaincu que la réforme démocratique est la conséquence logique d'une croissance durable.

À la fin de la séance, Michel Ogrizek demande à chaque intervenant quelle serait leur message clé pour encourager l'innovation dans la région MENA. Omar Hijazi estime que l'esprit d'innovation est « vivant et bien portant » dans la région ; Martin Berlin conseille à l'Occident de réfléchir à ce qu'il pourrait apprendre du monde arabe ; et Rainer Geiger conclut en disant que les pays de la région MENA et de l'OCDE doivent saisir l'opportunité qui leur est donnée aujourd'hui de mener une action concertée. ■



Martin Berlin dans le salon des orateurs

Infrastructure d'ici 2030 : croissance, innovation et financement

Asseoir la mondialisation

- **MODÉRATEUR : MICHAEL OBORNE**, ,
DIRECTEUR, UNITÉ CONSULTATIVE SUR
LES QUESTIONS PLURIDISCIPLINAIRES,
OCDE
- **PIERRE LEFEBVRE**, PDG, AGENCE DE
PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU
QUÉBEC
- **LORD MACDONALD OF TRADESTON**,
PRÉSIDENT, INVESTMENT BANKING
GROUP EUROPE, MACQUARIE BANK
- **GRÉGOIRE POSTEL-VINAY**,
CHEF DE L'OBSERVATOIRE DES
STRATÉGIES INDUSTRIELLES,
CONSEILLER POUR LA PROSPECTIVE,
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE,
FRANCE
- **HANS WERDER**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL
DE L'ENVIRONNEMENT,
DES TRANSPORTS, DE L'ÉNERGIE
ET DE LA COMMUNICATION, SUISSE

Michael Osborne, après avoir rappelé le thème du Forum 2007 « Innovation, croissance et équité », déclare que les infrastructures dans les transports, dans l'énergie, dans l'eau et dans les télécommunications, entre autres secteurs, sont vitales pour progresser selon ces trois axes. Or, les gouvernements tant des pays de l'OCDE que des pays en développement ont de plus en plus de mal à financer le niveau d'infrastructures qu'exige une croissance durable.

Dès à présent, il y a un décalage entre le niveau d'investissement nécessaire pour maintenir les infrastructures et la capacité de répondre à ce besoin avec des ressources publiques. Les pannes d'électricité en Amérique du Nord, en Allemagne et en Italie ; les pénuries d'eau en Australie, au Mexique et en Californie ; et les conteneurs en attente de déchargement dans les ports aux États-Unis,



Lord Macdonald of Tradeston

en Asie et en Europe, tous ces éléments témoignent de ce que les infrastructures, partout dans le monde, ont atteint leurs limites. On ne peut compter sur le secteur public, poussé à augmenter les dépenses sociales et contraint de resserrer les budgets, pour prendre en charge les infrastructures. Pour Michael Osborne, des solutions novatrices devront nécessairement être envisagées à l'avenir. On peut penser à des systèmes de financement par les utilisateurs, à des financements par le secteur privé, à des gains d'efficacité grâce aux nouvelles technologies et à une meilleure gestion des ressources.

Lord Macdonald of Tradeston, s'exprimant non seulement en qualité d'expert en financement d'investissements mais également en tant que personne expérimentée ayant déjà travaillé sur les PPP au sein du gouvernement britannique, souligne les avantages que ceux-ci offrent aux investisseurs privés. Il fait remarquer que les projets d'investissements dans les infrastructures deviennent une catégorie importante d'actifs à part entière, notamment pour les fonds de pension et les investisseurs ayant un horizon de placement à plus long terme. L'attrait « découle de la longue durée de vie des infrastructures, des services souvent essentiels

auxquels elles sont associées, de la stabilité de leur réglementation et de la prévisibilité raisonnable des flux de trésorerie ». Ces caractéristiques particulières situent les investissements dans les infrastructures quelque part entre les actions et les obligations au sein des portefeuilles des investisseurs privés, en attirant notamment les « capitaux



Hans Werder

patients ». « Les fonds de pension sont particulièrement intéressés car la longue vie des projets d'infrastructures correspond à leurs horizons d'engagement sur dix ans. »

Le défi posé au secteur public est d'attirer ces capitaux et de canaliser ce financement vers les secteurs qui en ont le plus besoin. Les PPP sont une façon d'y parvenir. Au cours des dix dernières années, 900 projets de PPP/PFI (Private Finance Initiative) ont été menés au Royaume-Uni, d'un montant total avoisinant £50 milliards. Les résultats obtenus par les Britanniques ont été globalement positifs, mais de nombreuses questions subsistent concernant la faisabilité de ces projets dans certains domaines. En effet, certains types de projets s'accordent mieux avec les PPP que d'autres.

Pierre Lefebvre poursuit en évoquant la nécessité de superviser les PPP car les projets d'infrastructures ne demandent pas seulement un financement accru, mais aussi « un financement plus rationnel ». Leur succès passe par un renforcement du cadre réglementaire, notamment afin de promouvoir la transparence. Par exemple, Pierre Lefebvre suggère la nomination de « commissaires à l'équité » chargés de contrôler les relations entre les partenaires des secteurs public et privé. Ces réglementations rassurent les investisseurs privés et attirent de nouveaux acteurs sur le marché, à la fois au niveau national et international. Encore mieux, des processus normalisés sont nécessaires pour optimiser les PPP et garantir une opération avantageuse pour le secteur public, plutôt que d'offrir des profits faciles aux partenaires du secteur privé. En effet, Pierre Lefebvre fait remarquer que, dans le passé, environ 20 % des PPP n'ont généré aucun profit.



Pierre Lefebvre



Grégoire Postel-Vinay à l'écran

Grégoire Postel-Vinay insiste également sur la nécessité d'établir des cadres juridiques renforcés pour les PPP, afin d'éviter les crises financières (comme celle du Canal de Panama et d'autres exemples plus récents). Il suggère également que les accords de l'OMC sur les investissements et les flux de capitaux soient révisés pour éliminer les éventuelles pratiques discriminatoires (par exemple dans le processus d'appel d'offres) et améliorer la transparence.

Hans Werder précise que même en cas d'utilisation des PPP, les gouvernements restent entièrement responsables des investissements dans les infrastructures. Ainsi, ils doivent garantir que la maintenance est effectuée convenablement, coordonner l'intégration des réseaux d'infrastructures et s'assurer de leur exploitation efficace. Il propose également d'autres formes de financement, en notant que l'introduction de redevances d'utilisation pourrait être politiquement difficile, et que l'affectation de taxes pourrait constituer une deuxième approche plus acceptable, du moins dans les économies développées. En outre, les fonds d'investissement spécialisés, tels que ceux utilisés pour construire les infrastructures de transport routier et ferroviaire dans sa Suisse natale, représentent une autre solution possible.

Une question du public met à jour un autre défi posé par les PPP : comment concilier les intérêts divergents des secteurs public et privé, en garantissant à la fois des services publics de haute qualité et une rentabilité élevée ? Selon Pierre Lefebvre, la solution réside dans les modalités du contrat du PPP.

Si celui-ci est bien équilibré, chaque partie peut agir en contrepois de l'autre et veiller à ses intérêts. Dans un contrat judicieusement rédigé, l'État peut défendre ses priorités, tandis que le secteur privé peut chercher à s'assurer un rendement satisfaisant.

En réponse à d'autres questions posées en cours de séance, les intervenants soulignent le fait que les pays en développement ne peuvent pas uniquement s'appuyer sur l'aide au développement pour financer leurs dépenses nécessaires en infrastructures. Ils pourraient ainsi se voir dans l'obligation de recourir aux PPP en tant que source de financement. L'expérience des pays membres de l'OCDE pourrait leur être très utile. ■



Michael Osborne

Préoccupations de la société face à la mondialisation

Tous responsables

- **MODÉRATEUR : FRANÇOIS ROCHE**, DIRECTEUR, *FOREIGN POLICY*, ÉDITION FRANÇAISE
- **GUY RYDER**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE
- **JACQUES TERRAY**, VICE-PRÉSIDENT, TRANSPARENCE-INTERNATIONAL FRANCE
- **KARIEN VAN GENNIP**, MEMBRE DU PARLEMENT, PAYS-BAS



Karien van Gennip

François Roche introduit la discussion en analysant la campagne présidentielle française de 2007, durant laquelle la peur de la mondialisation a été un élément fort. En tant que modérateur, il ouvre le débat en interrogeant le panel : « Ces craintes sont-elles justifiées ? Comment les apaiser ? »

Karien van Gennip commence par présenter certaines de ses perspectives sur la question. Premièrement, la mondialisation est selon elle « amenée à durer » ; on ne peut pas faire comme si elle n'existait pas, on ne peut pas non plus l'arrêter. Elle est là et il faut faire avec.

Deuxièmement, on ne sait pas très bien quelle direction elle va prendre. À ce titre, il est préférable de promouvoir le changement dès aujourd'hui et de nous efforcer d'influer sur cette évolution du mieux que nous pouvons. Troisièmement, il faut éviter de se demander si la mondialisation est une bonne ou mauvaise chose, et s'attacher à en tirer parti. Quatrièmement, Karien van Gennip affirme que, globalement, l'effet de la mondialisation est positif, mais que les coûts et les avantages n'en sont pas bien répartis entre gagnants et perdants.

Enfin, les mutations sociales sont la principale cause d'une crainte de perte d'identité. Ce malaise alimente le nationalisme et le protectionnisme. Il faut que les hommes politiques et les dirigeants de ce monde soient

conscients de ces craintes s'ils veulent renverser la situation.

La parlementaire néerlandaise conclut en soulignant que les modalités de la mondialisation ne sont pas définies d'avance et que l'on peut agir à de nombreux niveaux pour en faire une force positive. Par exemple, si l'on a une réelle volonté de lutte contre la pauvreté, il faut aussi envisager les moyens de promouvoir l'entrepreneuriat et, ensuite, de stimuler les échanges, de prévenir la corruption, et d'encourager l'augmentation des investissements dans la santé et l'éducation dans les pays en développement.

Guy Ryder convient « qu'on ne doit pas négliger le ressenti de la population ». Après tout, les gouvernements doivent prendre ces sentiments en considération, faute de quoi ils risquent fort d'être sanctionnés par leurs électeurs. Cependant, il conteste l'idée de Karien van Gennip selon laquelle la mondialisation est inéluctable. Il ne pense pas non plus que les individus craignent surtout de perdre leur identité. À son avis, ils ont avant tout peur de perdre leur emploi.

La perception négative de la mondialisation ne se limite ni à une région du monde, ni à tel ou tel niveau de compétences. Le secrétaire général insiste sur le paradoxe suivant : les travailleurs des pays en développement pensent que la

mondialisation se fait contre eux ; dans le même temps, les travailleurs des pays développés pensent que leurs emplois sont menacés par les pays à bas coûts. De surcroît, le rendement, pour les travailleurs, de leurs efforts n'a jamais été aussi bas ; la productivité s'améliore mais les salaires stagnent ou même baissent. La mondialisation creuse les inégalités sociales dans les pays développés et ne parvient



Jacques Terray



Guy Ryder

pas à combattre la pauvreté dans les pays en développement. Il importe de prendre la mesure de ces perceptions négatives et de faire en sorte de les dissiper.

Jacques Terray axe son intervention sur les risques de la mondialisation financière, qui selon lui, entraîne des flux de capitaux incontrôlés à travers le monde. Selon le représentant de Transparence-Internationale, l'absence de réglementation et l'immense variété de produits disponibles permettent

aux acteurs économiques d'exercer de fortes influences sur n'importe quel pays du monde. Ce phénomène est responsable de l'augmentation du risque financier international et a provoqué des crises comme celles qu'ont subi la Russie et l'Argentine.

Mais un autre risque majeur lié à la mondialisation financière est la montée de la criminalité internationale. Selon Jacques Terray, en effet, la mondialisation financière ouvre la voie à des trafics en tous genres, ce qui fait les beaux jours des « paradis fiscaux ». Si les responsables politiques ne sont pas capables de prévenir les activités criminelles de ce type, la mondialisation ne pourra qu'être perçue de façon négative.

Jacques Terray attire également l'attention sur la Convention anticorruption de l'OCDE, qui fêtera ses dix ans en 2007. Si, au bout de dix ans, elle constitue un instrument important de la lutte contre la corruption internationale, elle n'a pas atteint son objectif. Par conséquent, Transparence-Internationale souhaiterait que l'OCDE accentue ses efforts et poursuive la mise en œuvre de ses mécanismes de surveillance renforcés contre la corruption. À ce titre, il s'accorde à dire avec les autres membres du panel que la mondialisation n'est pas une foire d'empoigne et qu'elle ne donnera des résultats positifs que dans la mesure où chacun respectera les règles du jeu. C'est en effet à cette conclusion que semblent être parvenus tous les participants.

D'aucuns parmi le public s'inquiètent de savoir comment on pourrait gérer la



François Roche

mondialisation de façon à en accroître les retombées positives pour les pauvres de la planète. Karien van Gennip répond que des réformes économiques sont indispensables dans les pays à bas et moyen revenu afin de stimuler l'entrepreneuriat. Elle ajoute qu'il faut que les pays développés se décident véritablement à investir dans la santé et l'éducation, sans avoir peur de s'attaquer à des problèmes aussi graves que l'insuffisante distribution des préservatifs dans les régions lourdement touchées par le VIH/SIDA. ■



Changement climatique : des paroles aux actes

Prendre le vent

- **MODÉRATEUR : LORENTS LORENTSEN**, DIRECTEUR, ENVIRONNEMENT, OCDE.
- **ASIT K. BISWAS**, PRÉSIDENT, INSTITUT DU TIERS-MONDE DE LA GESTION DE L'EAU
- **TORE K. JENSSEN**, VICE-PRÉSIDENT, SHEQ, YARA INTERNATIONAL ASA, NORVÈGE
- **SHERI XIAOYI LIAO**, PRÉSIDENTE, VILLAGE MONDIAL DE PÉKIN, CHINE
- **GUY RYDER**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE
- **HANS VEROLME**, DIRECTEUR, PROGRAMME CHANGEMENT CLIMATIQUE, WWF, SUISSE



Sheri Xiaoyi Liao

Nous assistons aujourd'hui à un véritable déluge de chiffres concernant l'impact du changement climatique sur nos sociétés. Mais, selon **Asit K. Biswas**, ces chiffres n'ont guère de sens si l'on ne prend pas en compte leur répartition. Il est physiquement impossible que la pluviométrie mondiale augmente ou diminue. C'est sa répartition qui changera. Ainsi, le niveau des pluies saisonnières, particulièrement dans les pays

tropicaux, a un impact économique et social considérable sur ces sociétés.

Reprenons l'exemple du président de l'Institut du tiers-monde de la gestion de l'eau, qui compare Londres et Delhi pour leurs niveaux de précipitations similaires. À Londres, la pluie est plutôt une constante, comme le savent tous ceux qui y ont vécu, tandis qu'à Delhi, 90 % des précipitations annuelles sont

concentrées sur moins de 80 heures. D'après Asit K. Biswas, il faut se méfier des généralisations. Si une diminution des précipitations peut être la bienvenue à Delhi, elle pourrait en revanche avoir des conséquences désastreuses en Afrique subsaharienne. Le changement climatique va compliquer la gestion de l'eau, surtout dans les pays en développement. Évoquer le changement climatique sans tenir compte de la sécurité hydrique, alimentaire et énergétique serait un non-sens.

Tore K. Jenssen constate qu'inciter les entreprises à mener une politique écologiquement saine reste difficile, d'où la nécessité d'une réglementation pour les obliger à s'y conformer. Ce qui leur manque, c'est la motivation pour les respecter. Le vice-président de Yara International regrette que les pays riches, notamment les États membres de l'UE, aient différé l'adoption de régimes ambitieux d'échanges de quotas visant à réduire les émissions.

Guy Ryder se montre plus optimiste en soulignant le changement « spectaculaire » observé ces dernières années, de plus en plus de syndicats et de chefs d'entreprises s'engageant dans la lutte contre le changement



(De gauche à droite) : Asit K. Biswas et Tore K. Jenssen



(De gauche à droite) : Guy Ryder et Hans Verolme

climatique. On reconnaît enfin que nos économies sont « accros » au carbone ; et comme pour n'importe quelle dépendance, on ne peut espérer la guérir qu'une fois le premier pas décisif franchi. Ensuite, nous devons être prêts à admettre que gérer le changement climatique peut coûter cher aujourd'hui, mais rapportera demain. Or, les hommes politiques répugnent à délivrer un tel message aux électeurs. Guy Ryder cite un haut responsable qui l'admet clairement : « si les hommes politiques imposaient des mesures plus sévères, comment voulez-vous qu'ils soient réélus ? » Il reproche aux entreprises et aux hommes politiques leur appréhension. Il n'épargne pas non plus les syndicats, y compris le sien, qui, jusqu'à ce qu'il prenne les commandes, n'ont pas soutenu le Protocole de Kyoto.

Le développement durable comporte trois dimensions : économique, environnementale et sociale. Cette dernière ne saurait donc être négligée par les stratégies élaborées pour gérer le changement climatique. Les emplois peuvent-ils devenir « plus écologiques » ? Oui, mais les nouveaux emplois supposeront de nouvelles compétences et des reconversions. Si l'on n'en tient pas compte, l'objectif du développement durable risque d'être compromis, estime Guy Ryder. C'est là que les syndicats peuvent apporter une contribution capitale.

Invoquant le rapport Stern de 2006, abondamment cité, **Hans Verolme** rappelle que « nous avons les moyens de stopper le changement climatique ». Mais il nous faut oser et agir maintenant, sinon ce sera, selon le même rapport, « le plus gros échec du marché du XX^e siècle ». Hans Verolme affirme que nous devons rendre plus propre notre utilisation actuelle d'énergie, investir dans les

énergies de substitution et mettre un frein à la déforestation galopante qui est responsable à elle seule de 20 % des émissions de CO₂. Mais ces mesures n'ont de sens que dans un cadre mondial. Selon le directeur du programme sur le changement climatique mondial du WWF, c'est d'une nouvelle politique sur le changement climatique que nous avons besoin.

Bien que le poids de la tâche incombe essentiellement aux entreprises et aux pouvoirs publics, **Sheri Xiaoyi Liao** souligne l'importance d'une éducation du public. Il faut faire prendre conscience aux gens des conséquences du changement climatique ainsi que des gestes concrets que chacun devrait faire pour les éviter. Le Village mondial, par exemple, diffuse une série de brochures éducatives. Au recto de chaque feuillet sont détaillés les effets d'un aspect du changement climatique, et au verso, ce qu'il faut faire

pour les éviter. Sur chacun est également imprimée une phrase qui, ajoutée aux autres, forme un refrain facile à retenir, comme un aide-mémoire en quelque sorte. Pour Sheri Xiaoyi Liao, ce genre de démarche efficace et accessible constitue le meilleur moyen d'informer la population sur la gravité du changement climatique et de l'inciter à changer ses habitudes.

Sheri Xiaoyi Liao souligne aussi le rôle déterminant des médias. Ces derniers, en collaborant avec les entreprises, les pouvoirs publics, les ONG et les spécialistes, peuvent sensibiliser et responsabiliser la population. En définitive, la fondatrice de Global Village appelle les pays riches à s'engager avec plus de détermination dans la lutte contre le changement climatique.

Les participants conviennent que maîtriser le changement climatique est une tâche très complexe, à laquelle un seul pays ne peut s'atteler unilatéralement ; c'est l'affaire de tous les pays. Beaucoup d'entre eux ne disposent pas de règlements ou de mécanismes incitatifs pour enclencher le changement. **Lorents Lorentsen** admet que c'est un problème préoccupant. Surmonter les obstacles à l'adoption d'une politique mondiale sur le changement climatique constitue un véritable défi. La seule façon d'y arriver reste une détermination sans faille et la ferme volonté de travailler ensemble.

Un membre de l'audience s'interroge sur la possibilité d'un plan d'action international cohérent vu le petit nombre de pays prêts à ratifier le Protocole de Kyoto. Guy Ryder répond que les négociations internationales sont le seul moyen d'avancer et qu'en effet, si l'on n'obtient pas la signature d'un plus grand nombre de pays, l'accord n'ira pas aussi loin qu'on le souhaiterait. ■



(De gauche à droite) : Lorents Lorentsen et Asit K. Biswas

Éducation, équité et croissance

Les clés du savoir

- **MODÉRATEUR : BARBARA ISCHINGER**, DIRECTRICE, ÉDUCATION, OCDE
- **JOHN BANGS**, SECRÉTAIRE ADJOINT, ÉDUCATION ET ÉGALITÉ DES CHANCES, SYNDICAT NATIONAL DES ENSEIGNANTS, ROYAUME-UNI
- **DONATELLA LINGUITI**, SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT POUR LES DROITS ET L'ÉGALITÉ DES CHANCES, ITALIE
- **ANA LUIZA MACHADO**, SOUS-DIRECTRICE GÉNÉRALE POUR LA GESTION EN MATIÈRE D'ÉDUCATION, UNESCO
- **ELI OPPER**, SCIENTIFIQUE EN CHEF, MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DU TRAVAIL, ISRAËL
- **WUSHENG ZHANG**, PRÉSIDENT ET PROFESSEUR, ACADÉMIE DES SCIENCES ÉDUCATIVES DE TIANJIN, CHINE



(De gauche à droite) : Barbara Ischinger et John Bangs

Il existe de toute évidence un lien entre l'éducation et la croissance, selon **Barbara Ischinger**. Effectuer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire fait progresser le salaire d'un tiers environ, réduit le risque de chômage, surtout pour les jeunes, et accroît la production par personne dans l'ensemble de l'économie de quelque 6 %. Les industries fondées sur le savoir sont les secteurs qui enregistrent les plus forts taux de croissance, et elles ont besoin pour cela de travailleurs qualifiés. C'est pourquoi il est nécessaire d'investir davantage dans l'éducation.

Alors que la population active commence à se contracter dans de nombreux pays, l'investissement dans l'éducation fera croître le taux d'activité et préservera l'employabilité des travailleurs âgés. Barbara Ischinger souligne également que le système d'enseignement peut contribuer à réduire les inégalités et à atténuer l'influence du milieu social.

Selon **John Bangs**, la richesse d'un pays et le bien-être de ses habitants sont étroitement liés au niveau d'instruction de ces derniers.

L'éducation est un droit, et ce droit est la clé d'une société prospère et équitable, et d'une économie dynamique. Pourtant, tous les enfants n'ont pas accès à un enseignement de qualité et n'auront peut-être pas non plus la possibilité d'acquérir de nouvelles compétences et de se former à de nouvelles spécialités tout au long de leur vie d'adulte.

John Bangs propose donc un ensemble d'objectifs et de préalables destinés à garantir à toute la population la possibilité de bénéficier d'un enseignement de qualité dans des conditions d'équité :

- assurer la cohérence des politiques de tous les pays industrialisés de façon à promouvoir l'éducation ;
- fixer, dans le cadre des Nations unies, un objectif mondial pour les dépenses moyennes d'éducation, afin de favoriser la réduction des énormes inégalités qui existent dans ce domaine entre les pays en développement et les pays industrialisés ;
- garantir le statut de service public de l'éducation, dont la fourniture ne doit être assurée par aucun prestataire privé mais qui

peut faire appel au soutien de partenaires privés ;

- effectuer une distinction entre les élèves de façon à répondre aux besoins de chacun à l'intérieur de l'établissement scolaire, mais jamais entre les types d'établissements ;
- offrir à tous les enseignants une formation professionnelle continue ;
- instituer l'autoévaluation des établissements d'enseignement pour leur permettre de déceler leurs points faibles et d'y remédier.

Donatella Linguiti préconise « une transformation profonde du modèle socioéconomique » qui mettrait en avant la laïcité, l'universalisme, le savoir et l'innovation. Ce nouveau modèle exige des investissements plus importants dans la recherche scientifique, mais également dans l'accès des citoyens à l'enseignement. L'éducation publique doit être réformée, de sorte que la diversité en devienne l'un des objectifs.

Donatella Linguiti insiste également sur le respect des droits des femmes comme condition fondamentale de l'instauration d'un développement qui tienne compte des



(De gauche à droite) : Donatella Linguiti, Ana Luiza Machado et Eli Oppen

aspirations de tous et non d'un petit nombre de privilégiés. Elle rappelle que l'année 2005 a marqué le début de la décennie de l'Éducation en vue du développement durable, qui constitue « une occasion majeure de progresser encore vers l'avènement d'un monde viable ».

Ana Luiza Machado explique que l'UNESCO articule ses travaux sur l'éducation autour de deux grands axes : l'égalité pour les femmes et l'engagement pris à Dakar d'assurer « l'Éducation pour tous » d'ici à 2015. Selon elle, il faut œuvrer pour l'équité entre les différentes régions du monde, à l'intérieur de ces régions et dans chaque pays.

Le cadre défini par l'UNESCO distingue six grands déterminants de l'accès à l'éducation. Parmi eux figurent le niveau de revenu, le lieu d'habitation, l'origine ethnique et le sexe. La conjonction de ces facteurs démultiplie leur impact. L'école est pour beaucoup d'individus le seul moyen de sortir de la pauvreté ; il faut donc que l'enseignement soit de bonne qualité, même dans les zones rurales.

Wusheng Zhang estime que « la mondialisation de l'enseignement supérieur est nécessaire à son développement ». Celle-ci profite évidemment aussi bien aux pays développés qu'aux pays en développement. S'agissant des premiers, elle leur donne la

possibilité d'accroître leur influence sur le pays d'origine des étudiants qu'ils accueillent dans les domaines politique, économique et culturel. Les pays en développement, quant à eux, bénéficient d'un accès aux sciences et technologies de pointe.

Cependant, la mondialisation de l'enseignement supérieur entraînera inévitablement une aggravation des inégalités, en partie à cause de la « fuite des cerveaux ». Wusheng Zhang formule donc trois propositions visant à assurer un développement égal de l'enseignement supérieur. Premièrement, une coopération devrait être établie entre les universités des pays développés et celles des pays en développement, afin que les étudiants puissent suivre les cours offerts par les universités étrangères sans quitter leur pays. Ces formations doivent déboucher sur les mêmes diplômes. Deuxièmement, les pays développés devraient encourager leurs propres ressortissants à partir étudier dans des établissements de pays en développement, ce qui permettrait d'équilibrer les flux. Enfin, des organisations comme l'UNESCO devraient coordonner la circulation mondiale des étudiants et favoriser l'adoption de politiques propres à inciter les étudiants partis à l'étranger à rentrer dans leur pays à la fin de leurs études pour se mettre à son service.

Eli Oppen appelle l'attention sur la relative réussite que connaît Israël dans un contexte technologique concurrentiel, en faisant observer que ce pays est une importante source d'innovation. Il compte 140 ingénieurs et techniciens pour 10 000 habitants, alors que le Japon et les États-Unis n'en possèdent que 80 environ. L'économie a absolument besoin de l'innovation et de l'éducation, et d'une éducation de qualité. Pour stimuler véritablement la croissance économique, il faut, selon lui, que l'enseignement soit de qualité et l'innovation technologique vigoureuse. L'excellence est une notion en laquelle il croit.

Certaines questions de l'auditoire ont trait à la « fuite des cerveaux » et aux solutions envisageables pour résoudre le problème des étudiants qui ne rentrent pas dans leur pays d'origine. Prenant l'exemple d'Israël, Eli Oppen explique que le fait pour ce pays d'avoir d'excellentes universités et des activités économiques de haut niveau en plein essor incite les étudiants à y revenir. Un autre participant fait cependant remarquer qu'une telle solution exige l'existence d'un niveau minimum de progrès technologique et ne pourra donc nullement être efficace pour les pays en développement. ■



(De gauche à droite) : Ana Luiza Machado, Eli Oppen et Wusheng Zhang

Systeme d'échanges multilatéral : les défis à venir

Doha et au-delà

- **MODÉRATEUR : ALAN BEATTIE**,
RÉDACTEUR, COMMERCE MONDIAL,
FINANCIAL TIMES
- **PHIL GOFF**, MINISTRE DU COMMERCE,
NOUVELLE-ZÉLANDE
- **FRANK HEEMSKERK**, MINISTRE DU
COMMERCE EXTÉRIEUR, PAYS-BAS
- **HUMAYUN AKHTAR KHAN**, MINISTRE
DU COMMERCE, PAKISTAN
- **PASCAL LAMY**, DIRECTEUR GÉNÉRAL,
ORGANISATION MONDIALE DU
COMMERCE
- **EDUARDO SOJO GARZA-ALDAPE**,
MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, MEXIQUE
- **OSCAR TANGELSON**, SECRÉTAIRE,
POLITIQUES ÉCONOMIQUES,
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DE LA PRODUCTION, ARGENTINE
- **STEN TOLGFORS**,
MINISTRE DU COMMERCE, SUÈDE

Alan Beattie ouvre la séance en évoquant ses débuts de chef de la rubrique Commerce international au *Financial Times*. « À cette époque » dit-il, « je craignais de me trouver en vacances à un moment où il se passerait quelque chose d'important dans le Cycle de négociations de Doha ». « En fait » ajoute-t-il, « j'aurais pu prendre un congé sabbatique, passer un doctorat, publier ma thèse, entrer dans les ordres comme moine bénédictin et je n'aurais rien manqué d'important dans les négociations de Doha ».

Alan Beattie impute cette situation au fait que le Cycle de Doha a été obligée, tâche ambitieuse, de s'occuper des questions agricoles. Or, l'agriculture est un secteur particulièrement difficile à traiter car les intérêts qui défendent ce secteur sont fortement concentrés alors que les gains sont très importants mais diffus. Pour la réussite du Cycle de Doha, il faudrait moins de craintes de la part des petits producteurs et plus d'allant de la part des gros exportateurs.



Phil Goff à l'écran

Le message clé délivré lors de cette session est clair : aujourd'hui, le système multilatéral s'étend de l'agriculture et de l'industrie manufacturière aux services, aux technologies, à l'innovation et au-delà. La gestion actuelle du système commercial multilatéral aura une

incidence sur la vie des hommes dans les années à venir. Le débat va prendre de plus en plus d'ampleur tandis que la dimension du développement restera centrale, même après le Cycle de négociations de Doha. Le système multilatéral n'a pas pour vocation de protéger



Pascal Lamy

les avantages passés et les intérêts acquis de tel ou tel pays, mais de réguler, intégrer et ouvrir les échanges au profit de tous les pays.

Phil Goff insiste à nouveau sur les avantages découlant de la libéralisation des échanges et cite une récente étude démontrant que la suppression complète des droits de douane à l'échelle internationale représenterait un gain de 290 milliards USD par an pour l'économie mondiale. De fait, malgré certaines difficultés d'adaptation à moyen terme, le processus de libéralisation que la Nouvelle-Zélande a elle-même engagé s'est traduit par des retombées nettes considérables, y compris l'un des taux de chômage les plus bas du monde.

Phil Goff affirme également le besoin de multilatéralisme dans un tel processus et soutient qu'il est crucial d'ignorer les « sirènes des accords bilatéraux ou régionaux ». Selon lui, le Cycle de Doha n'est qu'une étape de plus dans le processus de libéralisation des échanges, offrant des gains continus aux pays en développement et un calendrier d'ajustement progressif. Cependant, pour parvenir à un accord, il sera impératif que le G4 joue un rôle moteur et que les pays acceptent de faire quelques sacrifices.

Frank Heemskerck attire l'attention sur trois thèmes en lien avec le système multilatéral : la gouvernance mondiale, le changement climatique et la dimension sociale. En ce qui concerne le premier point, les pouvoirs publics s'occupent de la réglementation et légifèrent. À l'heure actuelle, les marchés sont mondiaux, mais tel n'est pas le cas de la gouvernance. La question est donc de savoir si la communauté internationale peut établir une gouvernance mondiale et encourager son adoption.



(De gauche à droite) : Frank Heemskerck, Humayun Akhtar Khan et Pascal Lamy

Le ministre néerlandais du Commerce extérieur s'oppose aussi à l'idée selon laquelle l'ouverture des échanges serait l'une des causes du changement climatique. Il affirme que les échanges sont une solution, et non un problème. Il souligne que le transport mondial est essentiel, étant donné que les fabricants étrangers mettent en général sur le marché des biens de qualité supérieure. Ainsi, le système commercial est nécessaire à la diffusion des technologies « vertes », par exemple.

Enfin, Frank Heemskerck fait remarquer que l'activité économique a besoin de confiance autant que de réglementation. Pour que la communauté internationale soit en phase de croissance, l'OMC doit également assurer une

bonne gouvernance. De plus, pour être durable, la mondialisation doit prendre en compte la dimension sociale. Chaque acteur du marché doit gagner la confiance de la population et faire preuve de responsabilité dans le respect de la dimension sociale.

Paraphrasant Albert Einstein, **Humayun Akhtar Khan** avertit que « nous devons adopter une manière de penser radicalement différente si nous voulons que le système multilatéral survive à l'épreuve du temps ». Il exprime par là son désenchantement vis-à-vis de l'avancée du Cycle de Doha. Le ministre du Commerce du Pakistan se montre très critique vis-à-vis de l'importance accordée ces derniers temps aux accords commerciaux bilatéraux, y compris le récent accord entre les États-Unis et la Corée, car il pense que ceux-ci absorbent du temps et des ressources au détriment des objectifs plus essentiels de Doha. Mais Humayun Akhtar Khan craint et regrette également que cette orientation reflète les véritables priorités de certains pays.

Il invoque l'héritage commun du système multilatéral, qualifie les accords de libre-échange de discriminatoires par nature et conseille vivement aux multinationales de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils ouvrent leurs marchés aux pays en développement. Mais même dans l'éventualité d'un succès du Cycle de Doha, Humayun Akhtar Khan trouve peu de raisons de se réjouir : « les progrès seront limités, les subventions seront maintenues et les tarifs douaniers discriminatoires à l'encontre des pays



(De gauche à droite) : Pascal Lamy, Eduardo Sojo Garza-Aldape, Oscar Tangelson et Sten Tolgfors

en développement seront réduits mais non éliminés ».

Pascal Lamy évoque l'avenir du système multilatéral. En tant que directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, il indique qu'à court terme, dès la fin des négociations, les pays riches vont devoir relever des défis urgents et, en particulier, tenir les promesses faites aux pays en développement. Il insiste sur le fait que le système multilatéral doit être équitable et impartial, pour profiter à la fois aux pays développés et aux pays en développement.

Pascal Lamy reste optimiste, affirmant que les choses « vont de l'avant », quoique lentement. Il souligne aussi l'importance du système multilatéral, et déclare qu'« à l'avenir, nous aurons besoin de plus de multilatéralisme, et non le contraire », et que face à des défis comme le changement climatique, il est indispensable que tous les membres discutent ensemble. Il fait référence à la théorie des jeux pour illustrer son point de vue : si les 150 pays adoptent tous des positions différentes, il n'y aura aucune chance de parvenir à un accord à partir des multiples options possibles.

Pascal Lamy s'inscrit en faux contre le cliché douteux selon lequel le Cycle d'Uruguay aurait été mauvais pour les pays en développement. Il cite en exemple l'industrie textile. Une dizaine d'années après l'Accord sur les textiles et les vêtements de 1995, l'industrie textile mondiale a évolué dans le bon sens et les pays en développement ont bénéficié de ce changement.

Deux représentants de l'Amérique latine exposent ensuite leurs vues.

Eduardo Sojo Garza-Aldape dit d'emblée le fond de sa pensée : « le Mexique croit au marché libre et a l'expérience de ce système ». L'économie mexicaine s'est sensiblement développée depuis l'adhésion du pays à l'OCDE, il y a une dizaine d'années. Le ministre explique comment la libéralisation des échanges a contribué à ces retombées : le Mexique a obtenu un plus large accès à des marchés qui représentent 75 % du PIB mondial, il a quadruplé ses exportations en l'espace de dix ans et a vu les entrées d'IDE atteindre 20 milliards USD en moyenne au cours des six années écoulées. Mais Eduardo Sojo Garza-Aldape ne se fait pas d'illusions et reconnaît que le libre-échange n'est pas la panacée : « si le marché libre ne doit pas être désigné comme responsable des problèmes d'un pays, il ne doit pas non plus être surestimé... la situation dépend dans une large mesure des politiques nationales ». Il



avertit quand même que si le Cycle de Doha se solde par un échec, le système multilatéral se réduira à un mécanisme de règlement des différends, et cela générera inévitablement des tensions. Mais, le pire, selon lui, est que cet échec privera l'économie mondiale d'une relance des échanges et de la croissance et entraînera une nouvelle aggravation des inégalités entre pays.

D'après **Oscar Tangelson**, « le monde subit une révolution conceptuelle qui modifie les fondements de la croissance économique et des échanges ». Dans ce contexte, il est convaincu que les négociations actuelles sur les échanges font ressortir un manque flagrant de réflexion à propos du développement à long terme. La mondialisation est déjà bien plus qu'une intégration financière et économique, et le monde doit réfléchir aux immenses changements géopolitiques et sociaux qui se produisent à l'heure actuelle. L'Argentine, pays connu pour ses exportations agricoles, désire clairement voir s'étendre la libéralisation des échanges, mais elle se rend également compte qu'il lui faut désormais se tourner à la fois vers l'ouest et vers l'est. Oscar Tangelson clôture son intervention en soulignant que l'émigration de travailleurs instruits en provenance des pays en développement constitue une subvention implicite des pays pauvres aux pays riches, et que cette situation appelle des mesures appropriées.


Un message clé du discours de **Sten Tolgfors** porte sur le rôle important que la libéralisation des échanges peut jouer dans la lutte contre

le changement climatique, notamment en allouant davantage de ressources aux biocarburants et en fixant un prix mondial pour l'éthanol. Diverses distorsions notamment les tarifs douaniers élevés sur les importations d'éthanol, les subventions à la production nationale et la prolifération des normes, empêchent les pays qui ont un avantage concurrentiel dans les biocarburants d'atteindre le maximum de leur potentiel.

Le ministre du Commerce de la Suède souligne aussi la nécessité de faire preuve de plus de souplesse pour parvenir à un accord au Cycle de Doha. Selon lui, il est primordial qu'un tel accord soit multilatéral, étant donné la diversité des filières d'approvisionnement des sociétés multinationales modernes et la nécessité de protéger les petits pays qui n'ont pas la masse critique requise pour conclure des accords bilatéraux satisfaisants.


Les questions du public portent sur l'innovation et les droits de propriété intellectuelle. Un participant se demande comment le Brésil et d'autres pays en développement peuvent produire des médicaments génériques indispensables sans subir de « représailles » de la part du secteur privé. Pascal Lamy fait remarquer qu'il s'agit là d'une question épineuse et explique que certaines règles s'appliquent aux pays producteurs de produits pharmaceutiques et que d'autres sont valables pour les pays producteurs. Il ajoute que « l'OMC ne peut pas imposer sa volonté aux pays membres, qui en fin de compte choisissent ou non de respecter les règles ». ■

**YOU NEED A BRAIN TO GET AN MBA.
YOU NEED TO USE ALL OF IT
TO GET AN MBA AT HEC.**



Getting an MBA at HEC takes more than intelligence and hard work. It takes the kind of character-building experience that prepares you to take a leadership role in the business world. HEC specializes in building character. We focus on bringing out the very best in every individual. Everything is optimized. From the number of students and the international mix to the course length itself a businesslike 16 months. An MBA from HEC will show the world that you have a brain and you know how to use it to the full. That you are one of a kind, not one of the many.

HEC. THE MBA THAT BUILDS CHARACTER.

affilié à  **Chambre de commerce et d'industrie de Paris**

HEC
PARIS

www.mba.hec.edu

**Le Forum 2007 de l'OCDE tient à remercier
les étudiants d'HEC pour leur aide précieuse
apportée dans la préparation des résumés
du Forum et de ce magazine**

PARTENAIRES MÉDIAS



LesEchos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE



INDES
La fenêtre sur l'Inde pour le monde Francophone



NIKKEI

EL PAIS

PARLIAMENTMAGAZINE 
EUROPEAN POLITICS AND POLICY

Le Point

Pour plus d'information sur le Forum 2007, visitez notre site Internet :

www.oecd.org/forum2007

ou vous pouvez contacter :

Tél. : +33 (0)1 45 24 80 25 Fax : +33 (0)1 44 30 63 46

oe.cd.forum@oecd.org

Recevez notre bulletin en vous inscrivant à OECDdirect : www.oecd.org/oe.cd.direct